LA PROTECTION CIVILE AU CANADA

Comment le bel art de la langue de bois et de la procrastination entrave les gens qui voudront vous aider quand le pire surviendra …

Rapport du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense

Réponses au questionnaire

Volume 2

Deuxième session

Trente-neuvième législature

2008

Le rapport *La protection civile au Canada* comprend quatre volumes.
Le premier volume contient les observations et recommandations du comité.
Les volumes 2, 3 et 4 regroupent les réponses fournies par 92 des 100 municipalités sondées par le comité.

Les quatre volumes sont disponibles en ligne à www.sen-sec.ca.
Des copies papier sont disponibles sur demande.

Pour tout renseignement :
Site Web du comité : www.sen-sec.ca
Greffières du comité : defence@sen.parl.gc.ca
1-800-267-7362 (numéro sans frais)

This document is available in English

LA PROTECTION CIVILE AU CANADA

Comment le bel art de la langue de bois et de la procrastination entrave les gens qui voudront vous aider quand le pire surviendra …

Rapport du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense

Volume 2
Deuxième session
Trente-neuvième législature
2008

TABLE DES MATIÈRES

Membres i

Présentation des réponses au questionnaire iii

Lettre d'accompagnement pour le questionnaire v

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007 vii

Municipalités par ordre alphabétique xix

Municipalités par ordre alphabétique de province xxii

Municipalités en ordre de population xxv

Réponses au questionnaire 1

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE LA SÉCURITÉ NATIONALE ET DE LA DÉFENSE
39e législature, 2e session

L'honorable Colin Kenny
Président

L'honorable David Tkachuk
Vice-président

et

Les honorables sénateurs :

Tommy Banks
Joseph A. Day
Michael A. Meighen
Grant Mitchell
Wilfred P. Moore
Nancy Ruth
Rod A.A. Zimmer

*L'honorable Marjory Lebreton, C.P. (ou l'honorable Gerald Comeau)
*L'honorable Céline Hervieux-Payette, C.P.
(ou l'honorable Claudette Tardif)
*Membres d'office

Autres sénateurs qui ont participé au travail du comité à ce sujet :
Les honorables sénateurs Dallaire, Downe, Massicotte, Nolin, Peterson et Segal

Conseillers spéciaux du comité :
MGen (ret) Keith McDonald et Barry Denofsky

Personnel de recherche de la Bibliothèque du Parlement :
Melissa Radford, Maureen Shields, Jason Yung et Steven James

Greffières du comité :
Shaila Anwar et Gaëtane Lemay

PRÉSENTATION DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE

Les volumes 2, 3 et 4 de ce rapport contiennent les 92 réponses que le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a reçues à son questionnaire sur la protection civile, présentées par ordre alphabétique de municipalité. Ce questionnaire a été envoyé aux premiers intervenants de 100 municipalités canadiennes comptant une population de plus de 20 000 habitants.

Tout comme le questionnaire diffusé par le comité en 2004, celui-ci ne se voulait pas une enquête scientifique. Au contraire, le comité y posait des questions « pointues » et des questions ouvertes laissant aux responsables locaux la chance de décrire librement leur degré de préparation. Nous estimons que cette vaste enquête a permis d'esquisser un tableau assez exact de la situation en matière de protection civile au Canada.

Le rapport de 2004 du comité a suscité des réactions positives, dont des observations élogieuses sur l'utilité des réponses pour les lecteurs du questionnaire. Le comité espère, qu'encore une fois, son rapport sur la protection civile servira d'ouvrage de référence

- aux médias;
- aux premiers intervenants et aux organismes de gestion des situations d'urgence des diverses collectivités, afin qu'ils puissent comparer le degré de préparation de leur municipalité à celui d'autres collectivités de même taille;
- aux populations des municipalités sondées, afin qu'elles aient une idée de la mesure dans laquelle leur communauté pourrait gérer les effets d'une catastrophe naturelle ou attribuable à l'action humaine.

Le comité est reconnaissant à tous ceux qui ont répondu à son questionnaire et tient à remercier les premiers intervenants qui ont pris le temps d'en commenter la teneur.

CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Ottawa (Ontario) K1A OA9
Le 13 avril 2007

À l'attention du directeur de la gestion des urgences :

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense mène une étude de suivi concernant son enquête de 2003 sur la capacité d'intervention en cas d'urgence au Canada. Au nom de ce Comité, je sollicite votre aide dans le cadre de cette étude. En 2003, les renseignements fournis par diverses municipalités ont donné au Comité une bonne idée de la façon dont les premiers intervenants perçoivent la capacité d'intervention en cas d'urgence et se sont révélés inestimables pour la publication du rapport du Comité, intitulé *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*. Le Comité se tourne de nouveau vers votre municipalité pour l'aider à comprendre son niveau de préparation en cas d'urgence.

Notre rapport *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne,* en mars 2004, était fondé sur une simple question : de quoi les premiers intervenants ont-ils besoin pour répondre efficacement à des urgences et des catastrophes à grande échelle? Dans notre rapport, nous avons indiqué que nous étions préoccupés par le manque d'attention et de financement de la part du gouvernement en ce qui concerne la capacité d'intervention en cas d'urgence dans les domaines de la santé, des désastres naturels et des actes terroristes. Ces mêmes sujets nous préoccupent toujours aujourd'hui.

Même si le Comité a entendu les témoignages de nombreux représentants du gouvernement fédéral, nous avons constaté que les renseignements les plus précieux proviennent des hommes et des femmes qui travaillent en première ligne – les premiers intervenants et les responsables de la gestion des urgences municipaux tels que vous. La dernière fois, nous avons envoyé des questionnaires à environ 100 municipalités dont la population était supérieure à 20 000 habitants, et nous avons reçu des réponses de la part de 86 coordonnateurs de la protection civile. Le Comité apprécierait obtenir, une fois de plus, des renseignements au sujet de votre municipalité.

… /2

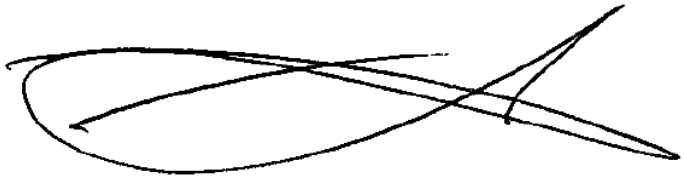
Vous trouverez ci-joint un questionnaire portant sur les mêmes points et sujets clés qui refont constamment surface depuis le début de notre enquête en 2003. Le Comité vous serait reconnaissant de mettre à jour les renseignements concernant l'état de préparation actuel et souhaité de votre municipalité, ainsi que sur votre organisation de gestion des urgences, vos besoins en matière de financement, les menaces possibles visant votre municipalité, les efforts de protection des infrastructures essentielles et l'état de vos relations avec les organisations territoriales, provinciales et fédérales de gestion des urgences.

Le Comité espère débattre des réponses reçues à l'occasion de ses audiences à la fin de juin. Veuillez faire parvenir votre réponse par courriel à l'adresse defence@sen.parl.gc.ca. Comme dans le cas du rapport intitulé *Les urgences nationales : Le Canada, fragile en première ligne*, que vous pouvez consulter au http://www.sen-sec.ca, les réponses fournies par votre municipalité seront reproduites textuellement. Cela nous permettra d'illustrer les différentes opinions d'un bout à l'autre du Canada.

Je suis chargé de la cueillette des renseignements. Vous pouvez communiquer avec moi par téléphone au 613-995-6364, ou par courriel à l'adresse jamess@parl.gc.ca pour obtenir plus d'information.

J'apprécierais obtenir une réponse de votre part d'ici le 15 mai 2007. Je ferai un suivi de la présente auprès de votre bureau dans la semaine du 1er mai 2007.

Merci de votre collaboration.



Steven James
Division des affaires politiques et sociales
Service d'information et
de recherche parlementaires

SJ/dl

p.j.

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Volume 2

Abbotsford 1
Airdrie 13
Alma 24
Barrie 34
Belleville 46
Brandon 58
Brantford 69
Brockville 80
Calgary 90
Campbell River 103
Cap Breton 114
Charlottetown 125
Chatham-Kent 138
Chilliwack 149
Clarington 161
Colchester 172
Coquitlam 184
Cornwall 198
Courtenay 210
Drummondville 221
Edmonton 232
Gatineau 243
Granby 255
Grande Prairie 266
Grand Sudbury 278
Guelph 289
Halifax 301
Halton Hills 315
Hamilton 326
Joliette 338
Kamloops 349
Kingston 360

Volume 3

Kitchener 1
Langley 13
Laval 26
Leamington 37
Lethbridge 47
London 58
Longueuil 69
Medicine Hat 82
Milton 94
Moncton 105
Montréal 120
Moose Jaw 132

Nanaimo 144
North Bay 155
Orangeville 166
Orillia 177
Oshawa 189
Ottawa 200
Owen Sound 214
Penticton 226
Peterborough 237
Prince Albert 248
Prince George 259
Québec 271
Regina 282
Richmond 292
Rimouski 304
Rouyn-Noranda 317
Saanich 329
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière 340
Saint John 352
Saint-Georges 364
Saint-Jean-sur-Richelieu 375
Saint-Jérôme 385

Volume 4

Salaberry-de-Valleyfield 1
Sarnia 12
Saskatoon 26
Sault Ste. Marie 38
Shawinigan 49
Sherbrooke 60
Sorel 71
St. Catharines 82
St. John's 93
St. Thomas 103
Stratford 114
Strathcona County 125
Surrey 136
Thetford Mines 147
Thunder Bay 157
Timmins 168
Toronto 179
Trois-Rivières 195
Vancouver 206
Vernon 216
Victoria 227
Victoriaville 238
Windsor 249
Winnipeg 261

Wood Buffalo..... 273
Woodstock 284

MUNICIPALITÉS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DE PROVINCE

(numéro de volume – numéro de page)

ALBERTA
Airdrie 2-13
Calgary 2-90
Edmonton 2-232
Grande Prairie 2-266
Lethbridge 3-47
Medicine Hat 3-82
Strathcona County 4-125
Wood Buffalo 4-273

COLOMBIE–BRITANNIQUE
Abbotsford 2-1
Campbell River 2-103
Chilliwack 2-149
Coquitlam 2-184
Courtenay 2-210
Kamloops 2-349
Langley 3-13
Nanaimo 3-144
Penticton 3-226
Prince George 3-259
Richmond 3-292
Saanich 3-329
Surrey 4-136
Vancouver 4-206
Vernon 4-216
Victoria 4-227

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
Charlottetown 2-125

MANITOBA
Brandon 2-58
Winnipeg 4-261

NOUVEAU-BRUNSWICK
Moncton 3-105
Saint John 3-352

NOUVELLE-ÉCOSSE
Cap Breton 2-114
Colchester 2-172
Halifax 2-301

ONTARIO
Barrie 2-34

Belleville 2-46
Brantford 2-69
Brockville 2-80
Chatham-Kent 2-138
Clarington 2-161
Cornwall 2-198
Grand Sudbury 2-278
Guelph 2-289
Halton Hills 2-315
Hamilton 2-326
Kingston 2-360
Kitchener 3-1
Leamington 3-37
London 3-58
Milton 3-94
North Bay 3-155
Orangeville 3-166
Orillia 3-177
Oshawa 3-189
Ottawa 3-200
Owen Sound 3-214
Peterborough 3-237
Sarnia 4-12
Sault Ste. Marie 4-38
St. Catharines 4-82
St. Thomas 4-103
Stratford 4-114
Thunder Bay 4-157
Timmins 4-168
Toronto 4-179
Windsor 4-249
Woodstock 4-284

QUÉBEC

Alma 2-24
Drummondville 2-221
Gatineau 2-243
Granby 2-255
Joliette 2-338
Laval 3-26
Longueuil 3-69
Montréal 3-120
Québec 3-271
Rimouski 3-304
Rouyn-Noranda 3-317
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière 3-340
Saint-Georges 3-364
Saint-Jean-sur-Richelieu 3-375
Saint-Jérôme 3-385
Salaberry-de-Valleyfield 4-1

Shawinigan 4-49
Sherbrooke 4-60
Sorel 4-71
Thetford Mines 4-147
Trois-Rivières 4-195
Victoriaville 4-238

SASKATCHEWAN

Moose Jaw 3-132
Prince Albert 3-248
Regina 3-282
Saskatoon 4-26

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

St. John's 4-93

MUNICIPALITÉS EN ORDRE DE POPULATION

(numéro de volume – numéro de page)

GRANDES (plus que 500 000)

Toronto 4-179
Montréal 3-120
Vancouver 4-206
Calgary 2-90
Edmonton 2-232
Ottawa 3-200
Winnipeg 4-261
Hamilton 2-326

MOYENNES (100 000 - 499 999)

Kitchener 3-1
London 3-58
St. Catharines 4-82
Halifax 2-301
Windsor 4-249
Oshawa 3-189
Gatineau 2-243
Saskatoon 4-26
Regina 3-282
Barrie 2-34
Sherbrooke 4-60
St. John's 4-93
Trois-Rivières 4-195
Saguenay / Chicoutimi – Jonquière 3-340
Kingston 2-360
Guelph 2-289
Cap Breton 2-114
Grand Sudbury 2-278
Thunder Bay 4-157
Laval 3-26
Chatham-Kent 2-138
Longueuil 3-69
Surrey 4-136
Saanich 3-329
Coquitlam 2-184
Richmond 3-292
Abbotsford 2-1
Québec 3-271

PETITES (50 000 – 99 999)

Saint John 3-352
Langley 3-13
Moncton 3-105
Sarnia 4-12
Nanaimo 3-144

Peterborough 3-237
Saint-Jean-sur-Richelieu 3-375
Kamloops 2-349
Sault Ste. Marie 4-38
Lethbridge 3-47
Prince George 3-259
Colchester 2-172
Belleville 2-46
Drummondville 2-221
Medicine Hat 3-82
Saint-Jérôme 3-385
Victoria 4-227
Chilliwack 2-149
Wood Buffalo 4-273
Clarington 2-161
Milton 3-94
Halton Hills 2-315
Brantford 2-69
North Bay 3-155
Shawinigan 4-49
Strathcona County 4-125

TRÈS PETITES (20 000 – 49 999)

Cornwall 2-198
Granby 2-255
Vernon 4-216
Brandon 2-58
Charlottetown 2-125
Salaberry-de-Valleyfield 4-1
Sorel 4-71
Grande Prairie 2-266
Victoriaville 4-238
Penticton 3-226
Joliette 2-338
Woodstock 4-284
Moose Jaw 3-132
Campbell River 2-103
Stratford 4-114
Orillia 3-177
Leamington 3-37
Alma 2-24
Orangeville 3-166
Brockville 2-80
Owen Sound 3-214
Thetford Mines 4-147
Saint-Georges 3-364
Airdrie 2-13
St. Thomas 4-103
Rimouski 3-304
Prince Albert 3-248

Courtenay 2-210
Timmins 4-168
Rouyn-Noranda 3-317

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Abbotsford
Colombie–Britannique

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Don Beer, chef adjoint des opérations du service d'incendie / coordonnateur adjoint des services d'urgence, Abbotsford (Colombie-Britannique)

Je suis coordonnateur des services d'urgence de la Ville depuis 8 ans. J'ai été chargé de coordonner les mesures prises par la Ville lors de nombreux incidents, y compris la flambée d'influenza aviaire en 2004 et 2005, les feux de friches en Colombie-Britannique en 2003, le renversement d'un navire-citerne en 2005, bris d'un pipeline en 2005, crue/possible débordement du fleuve Fraser en 1999 et en 2007. J'ai établi le règlement et les procédures opérationnelles municipaux sur les urgences pour le Centre des opérations d'urgence.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X
  - 137 000 habitants sur une superficie de 143 milles carrés

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport
- Toutes ces réponses X

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Abbotsford
[traduction]

Tempête de neige en 1996; renversement d'un navire-citerne

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Nous avons cerné certains risques dans notre collectivité et avons fait notre planification en conséquence. Nous effectuons actuellement une évaluation des risques de l'ensemble de la collectivité à l'aide du processus provincial, ce qui prend un temps fou.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Nous sommes en train de réaliser notre première.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Jusqu'à présent, les industries que nous avons engagées ont été disposées à partager les renseignements.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils nous ont aidés à procéder à une évaluation complète.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas X

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Le Matsqui Centennial Auditorium peut être transformé en centre de commandement en cas d'urgence en une heure. Ces installations comprennent de l'équipement tel qu'extincteurs automatiques, système d'alarme, téléphones câblés, radio et antenne à ondes courtes, télévision par câble, réseau informatique sans fil, fournitures, vestes, articles de bureau, téléphones de

conférence, tableaux de présentation, etc.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

British Columbia Emergency Resource Management System

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépend de la nature et de l'ampleur du sinistre

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

La province a fourni des sacs de sable que la municipalité emmagasine. Il y a aussi du matériel médical, notamment une civière et des couvertures, entreposé par la Ville, qui fait partie des biens fédéraux gérés par la province.

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Il est difficile de faire fonctionner le processus de demande du Programme conjoint de planification d'urgence que partagent les gouvernements fédéral et provincial avec les budgets des administrations locales. Présenter une demande en octobre afin qu'elle soit approuvée en mars ou en avril et que l'argent soit dépensé en décembre ne cadre pas vraiment avec les façons de faire des administrations locales.

Abbotsford
[traduction]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

  Je ne suis pas sûr de connaître tous les mécanismes de financement fédéral.

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Présenté deux demandes; reçu du financement une fois.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Rationaliser le traitement des demandes.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui x Non

Cela ne fait pas partie des priorités de financement à l'heure actuelle.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui x Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Abbotsford
[traduction]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non
- Grâce au déploiement provincial

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

Il y a une petite unité. Je crois comprendre que c'est le gouvernement qui s'occupe du déploiement des ressources fédérales.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

Abbotsford
[traduction]

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Fes BC Hydro Teresan Gas

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

N/A

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence X
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial X
            - Précisez
        - Fournitures médicales X
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

- 2b.

- Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)

- Non

Abbotsford
[traduction]

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache X
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Airdrie
Alberta

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Mike Dingle, Directeur adjoint des services de sinistre

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Tempête de neige, déversement de produits chimiques.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Airdrie
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Chaque année.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

La GRC.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui x Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

Airdrie
[traduction]

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Cela dépend de l'ampleur du sinistre.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non x
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Financement insuffisant, bureaucratie trop lourde.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une demande qui a été acceptée.

Airdrie
[traduction]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Bureaucratie trop lourde, financement limité.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non

- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Pas au courant.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des

urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Airdrie
[traduction]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X (voir 1b)
    - À la radio locale
    - À la télévision locale
    - À la radio nationale
    - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale X
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez

- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus X

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches

Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Alma
Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Guy Simard D.G.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine x

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....x
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport x
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui x Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? x
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....x
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences x
- Administration municipale x
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non x)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non x)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Alma

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....x
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....x
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance....
- J'ai confiance.....x
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui x Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui x Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures x
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique x
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité x
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui x Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Alma

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui x Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non x

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui x Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui x Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui x Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Alma

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui x Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Formation de base

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Local seulement

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non x

Nous le serons bientôt pour les risques chimiques et biologiques

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non x

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui x Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui x Non

Le directeur seulement a suivi cette formation

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui x Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui x Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3 x
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Fais partie du budget régulier du service

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?

En partie pour des interventions spécifiques

Alma

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi ? Question de couts
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses x
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non x

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non x

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Recensement des infrastructures et recommandations

Barrie
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Barrie
Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

B.L. Griffin, planificateur des mesures d'urgence pour la Ville de Barrie. J'ai été, pendant deux ans, coordonnateur de la gestion des urgences pour un ministère provincial de l'Ontario et, pendant un an et demi, j'ai été agent de gestion des urgences au sein de Gestion des situations d'urgence Ontario. De plus, j'ai fait partie des Forces canadiennes pendant 37 ans et j'ai pris part à des opérations d'aide aux populations et d'aide humanitaire.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

La Ville de Barrie a subi le passage de l'ouragan Hazel, en 1954, de même que d'une tornade qui a cause d'importants dégâts et quelques morts en 1985. Dans les deux cas, la Ville a eu besoin d'aide externe.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

La dernière évaluation complète a été réalisée en 2004 et revue chaque année par la suite. Une évaluation complète des risques sera menée en 2007, dans le cadre des processus d'identification des risques généraux et de planification générale en cas d'incendie.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

La collaboration est bonne puisque les renseignements sont essentiels à la planification des mesures en cas d'incendie, au minimum.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

L'information fournie est essentielle à la réalisation d'une évaluation complète des risques éventuels pour la collectivité.

Barrie
[traduction]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Les attaques terroristes sont considérées comme des risques éventuels; par contre, nous ne jugeons pas que de telles attaques posent un risque plus grand pour notre collectivité que pour les autres collectivités de taille et d'aménagement semblables. Les programmes de sensibilisation du public traitent de l'éventualité d'une attaque terroriste et les agences des opérations en cas de sinistre ont des mesures appropriées.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

On prévoit actuellement utiliser la salle de conférence et les autres installations du quartier général du service de police de Barrie. Le centre d'appoint serait la salle de conférence et la salle d'entraînement du quartier général des services d'urgence et d'incendie. Les deux endroits ont leurs limites, mais on s'affaire actuellement à dresser les plans d'un centre permanent des opérations d'urgence qui ne sera pas situé dans les quartiers généraux de la police ou des pompiers.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  Le service des pompiers utilise son propre SCI et structure de commandement unifié. La mise en œuvre d'un SGI complet dépend de la mise en œuvre d'un système provincial de gestion des sinistres par Gestion des situations d'urgence Ontario. Par contre, si cela ne se fait pas bientôt, un SGI temporaire fondé sur les principes utilisés par d'autres administrations sera établi.
- Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures X
- 72 heures
- 96 heures

Les services des pompiers et de police ont des ententes d'aide externe qu'ils peuvent mettre en œuvre dans des situations bien moins pires qu'un sinistre. De plus, le comté de Simcoe fournit des services d'aide médicale et sanitaire d'urgence ainsi que des services sociaux en tout temps. Par conséquent, les ressources d'aide en cas de sinistre de proviendraient sans doute pas uniquement de la Ville. Malgré tout, il est probable que les ressources immédiates seraient poussées à la limite après 24 heures en cas de sinistre majeur, et qu'elles devraient être augmentées après 48 heures.

Barrie
[traduction]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Le gouvernement provincial offre de l'aide financière en cas de sinistre, mais pas pour la planification, sauf par l'entremise du Programme conjoint de planification d'urgence.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les lois provinciales prévoient ce que les municipalités doivent faire en matière de gestion des urgences et la province veille à ce que les lois soient observées, mais n'offre aucune aide financière et peu de ressources pour les aider à atteindre et à maintenir le niveau de gestion requis.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Les échéanciers et le processus sont trop stricts. En tant que programme fédéral, le Programme conjoint de planification d'urgence fonctionne selon le calendrier fiscal fédéral, alors que les budgets des municipalités fonctionnent selon le calendrier civil. Cette différence peut constituer un obstacle de taille lors de la mise en place d'un projet qui doit être mené à terme avant la fin de l'année, malgré le fait que le financement n'est pas versé tant que le projet n'a pas été accepté et le financement autorisé.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Il y a plusieurs années.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La gestion des urgences est un programme parmi bien d'autres qui sont en concurrence pour l'obtention d'une part du financement limité dont la Ville dispose. Resserrer les exigences législatives des municipalités en matière de gestion des urgences sans augmenter leur

financement signifie que certaines mesures pourraient ne pas être à la hauteur des attentes.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Le programme de sensibilisation se sert de tous les medias pour informer le public des mesures prises par la Ville pour gérer les situations d'urgence, des dangers éventuels, de leurs responsabilités et des façons de se préparer.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui x Non

À l'heure actuelle, les avis et les avertissements importants sont remis à tous les médias locaux, qui les diffusent au public sans tarder. On pourrait améliorer ce processus en désignant certains médias comme étant les principales sources de renseignements d'urgence et certains autres comme sources d'appoint.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui x Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui x Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Jusqu'à maintenant, la collaboration des médias n'a pas causé de problème.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?

- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non X
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Actuellement, le degré de formation est insuffisant.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

À l'heure actuelle, notre capacité de réaction est limitée. Elle est cependant à la hausse.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

Comme les normes de sécurité de l'infrastructure informatique de la municipalité est équivalente à celles des autres villes, nous avons pleinement confiance que l'infrastructure peut résister aux attaques.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Bien que personne n'ait encore suivi de formation au Collège canadien de gestion des urgences, certains le feront vers la fin de l'année civile. La formation offerte semble être très en demande; par conséquent, il peut s'écouler beaucoup de temps entre l'identification des besoins et l'offre de places dans les cours.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non

Barrie
[traduction]

- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

Pour demander de l'aide aux Forces canadiennes, tant de la force permanente que de la réserve, les municipalités de l'Ontario doivent passer par Gestion des situations d'urgence Ontario. Comme l'aide des Forces canadiennes ne peut être garantie avant que la situation d'urgence ne survienne, il est impossible de l'inclure dans les plans de la municipalité, sinon comme ressource supplémentaire éventuelle, selon la disponibilité.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

C'est une ressource coûteuse que bon nombre de municipalités ne peuvent acquérir que par l'entremise d'une aide mutuelle, du partage des ressources ou d'autres ententes. Tous les ordres de gouvernement devraient être responsables du partage des coûts.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Barrie
[traduction]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence **X (INCLUS DANS LES CONTRATS DE SERVICE LORS DE LEUR RENOUVELLEMENT)**
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède X

Belleville
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Belleville
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Gordon Gazley, directeur des services d'incendie et d'urgence, Belleville – (46 ans de service -34 à titre de chef -18 à titre de coordonnateur de l'entraide du comté de Hastings -16 à titre de coordonnateur du plan d'urgence municipal)

Sur ces 46 années, les 25 premières se sont déroulées dans le secteur militaire où j'ai été chef des pompiers dans trois grandes bases aériennes, j'ai travaillé au QGDN et j'ai été directeur du service des incendies au service de l'instruction). Je suis directeur des services d'incendie et d'urgence de Belleville (Ontario) depuis 21 ans.

J'ai coordonné l'ensemble des services d'incendie et de sauvetage destinés aux chefs d'État du monde lors de la conférence au sommet de Montebello.

Mesures d'urgence Ontario m'avaient confié la coordination des secours provinciaux à Hawksbury et dans quatre cantons avoisinants pendant le Grand Verglas de 1998 (un certain nombre de semaines).

Je suis intervenu dans de nombreuses situations d'urgence dont des cas ayant entraîné de nombreuses pertes de vies.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Inondation

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Une fois l'an

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

Belleville
[traduction]

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X ne figure pas dans l'ARIH, mais on réévalue la question
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire **Centre de commandement intégré à un bâtiment particulier**
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SCI, gestion de site

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X pour les services d'urgence incendie Non
- Dans la négative, pourquoi? Devrait être de compétence provinciale
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....

Belleville
[traduction]

- Service de police .....
- Organisation de mesures d'urgence locale.....
- Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

Raison : Manque de précision de la part des gouvernements fédéral et provincial dans la détermination des mandats, l'élaboration de lignes directrices, l'établissement des modèles, la répartition des ressources et le financement.

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

  Le manque de financement par le fédéral et le provincial fait que les pratiques exemplaires de gestion en cas d'urgence ne pourront être mise en œuvre

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) X

  Lignes téléphoniques réservées au centre de commandement

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite

- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Un principe de base prôné par les gouvernements tant fédéral que provincial veut que les centres de commandement des opérations d'urgence soient munis de lignes téléphoniques réservées à leur seul usage. Pourtant, une demande au PCPC à cet effet a été refusée.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Un principe de base prôné par les gouvernements tant fédéral que provincial veut que les centres de commandement des opérations d'urgence soient munis de lignes téléphoniques réservées à leur seul usage. Pourtant, une demande au PCPC à cet effet a été refusée.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Au moins 3 fois – reçu du financement au moins 2 fois

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les gouvernements fédéral et provincial créent régulièrement des programmes qui donnent lieu à un énorme gaspillage de ressources locales et de deniers publics. Ils sont créés de telles manière que chaque municipalité doit consacrer du personnel, des ressources, doit payer des avocats pour se faire interpréter les exigences, obtenir des avis juridiques, et mettre au point un programme individuel. Les programmes imposés devraient être assortis d'exigences minimales, claires et précises, de modèles d'application simple, et du financement nécessaire à leur mise en œuvre.

Belleville
[traduction]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Médias, feuillets distribués lors d'événements publics

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? **Manque de financement fédéral et provincial**
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? **Par les médias locaux**
  Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente) **Du financement fédéral ou provincial réservé à cette fin**
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non X

Changements requis : Plus de leadership fédéral et/ou provincial pour l'élaboration et le financement de programmes de portée nationale ou provinciale et un modèle clair – au lieu du délestage de responsabilité et de coûts sur le contribuable municipal.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Changements requis : Plus de leadership fédéral et/ou provincial pour l'élaboration et le financement de programmes de portée nationale ou provinciale et un modèle clair – au lieu du délestage de responsabilité et de coûts sur le contribuable municipal.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui **X** (Limités) Non
- Dans la négative, pourquoi? **Manque de financement fédéral et provincial**
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non

- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Interopérabilité entre l'analogique et le numérique dans un certain nombre de fréquences

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Une personne, il y a longtemps Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Belleville
[traduction]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non **Ne sait pas**
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non **Ne sait pas**
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Belleville
[traduction]

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus X

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

Brandon
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Brandon
Manitoba

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Brian Kayes, Directeur, Coordination des urgences, Ville de Brandon, 17 ans d'expérience

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

Brandon est la deuxième plus grande ville du Manitoba et couvre une superficie d'environ 67 kilomètres carrés. Elle est située sur l'autoroute transcanadienne, à 200 km à l'ouest de Winnipeg et 100 km au nord de la frontière des États-Unis. Elle est bornée par la municipalité de Cornwallis à l'ouest, au sud et au sud-est, par la municipalité d'Elton au nord et par la municipalité de Whitehead au nord-est. Selon le recensement de 2006, la population de la ville de Brandon est de 41 511 habitants. Brandon est au cœur d'une région agricole de 150 000 personnes. La ville est l'hôte de trois grandes foires agricoles et accueille de grands événements sportifs qui, dans chaque cas, attirent plus de 1 000 visiteurs.

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de

neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Au moins une fois l'an.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui X Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Une fois la confiance établie, quand elles savent que l'information ne servira qu'au but visé, elles acceptent de partager, mais la confiance doit être méritée et entretenue.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Cela a confirmé ce que nous savions par expérience, d'avoir vécu et travaillé ici.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi? Nous n'avons pas les ressources voulues pour gérer une crise au-delà de la réponse initiale qui consiste à déterminer la nature du problème et à appeler les secours. Nous comptons sur l'équipe provinciale d'intervention. Certains des membres de nos services de police et d'incendie font partie de cette équipe.
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non mais elle sert aussi de salle de formation et de réunion.
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non

- Dans l'affirmative, veuillez le décrire
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SCI sur les lieux de l'incident et SGI au centre des opérations d'urgence

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Tout dépend de la nature de la catastrophe, de la saison, de la météo, et ainsi de suite. Il faudrait plutôt demander combien de temps nous pourrions tenir si nous étions totalement isolés. C'est une question à laquelle il est difficile de répondre car certaines de nos ressources, comme les fournisseurs de denrées alimentaires, ne nous donnent même pas d'information de base telle le temps que pourraient durer leurs réserves.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non Tout ce qu'il faut pour soutenir le Centre d'opérations d'urgence et les intervenants pour une certaine période de temps.
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies X
  - Service de police X

- Organisation de mesures d'urgence locale.....X
- Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X et les dons privés qui financent les opérations de sensibilisation publique.
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Ce n'est pas tellement formel. Nous sommes suffisamment exposés aux risques pour justifier un programme et l'industrie locale collabore en participant au financement des activités de sensibilisation publique. Nous savons que la population doit pouvoir se prendre en main et qu'elle doit être aussi bien préparée que possible pour qu'une intervention d'urgence efficace puisse être mise en œuvre.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous

expliquer pourquoi?

Nous aurions aimé mettre en place un système de sirène d'avertissement dans notre collectivité mais les subventions du PCPC ne s'appliquent pas à l'équipement qui sert à alerter la population, et ce genre de dépense est actuellement au dessus de nos moyens.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non X

Outre le PCPC alimenté par le fédéral et administré par la province, je ne connais pas d'autre source de financement fédéral.

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Ce programme devrait couvrir le matériel servant à alerter la population.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Tous les ans depuis 2000 et nous recevons du financement environ 50 % du temps. De ce point de vue, ça va bien, mais le programme devrait avoir une portée plus large et comprendre tous les aspects, y compris le matériel d'alerte et la sensibilisation de la population.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

L'équipe d'intervention d'urgence de Brandon (B.E.S.T.) est un partenariat entre la municipalité, l'industrie et le monde des affaires de Brandon qui vise à bien sensibiliser la

population pour qu'elle sache quoi faire en cas d'urgence. B.E.S.T. veut accroître la qualité de la protection civile à Brandon et dans la région environnante. L'équipe a été créée en 1999 et continue de soutenir tant la collectivité que les membres de l'équipe dans leurs activités de planification d'urgence. B.E.S.T. compte une quarantaine de membres actifs qui contribuent 50 000 $ par année au programme, qui relève du coordonnateur des urgences de la ville de Brandon.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? La police fait du porte à porte, les médias locaux, deux sirènes (il nous en faudrait 10) alertent une portion de la ville.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Il faudrait une autorisation du CRTC pour procéder ainsi.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Ces systèmes sont utilisés quotidiennement.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

Il faudrait faire intervenir une équipe provinciale de CBRNE pour nous aider.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Ce programme a été morcelé et ne répond plus à nos besoins comme il l'a déjà fait. Le cours qui portait sur le Centre d'opérations d'urgence, la gestion de site, et l'information publique en cas d'urgence était excellent. C'est la province maintenant qui fait l'essentiel de la formation.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre accès à l'armée passe par le Centre provincial d'opérations d'urgence.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des

urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Notre accès à l'armée passe par MEMO
- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Nous faisons appel à l'équipe provinciale.

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Les municipalités n'ont pas les moyens de mettre sur pied des programmes supplémentaires de cette ampleur, sur une base permanente. Nous avons déjà eu une équipe de désamorçage de bombe mais la formation continue et l'équipement nécessaire à une telle équipe s'est vite révélée au dessus de nos moyens. Or, je suppose qu'un programme SARMU est encore plus complexe.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non ??? Pas à notre connaissance.
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non X ??? Pas à notre connaissance.
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brandon
[traduction]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Notre ville est membre du comité de protection civile du comité provincial mixte (Provincial Inter-Utilities Committee) dont le rôle est de faire en sorte que les grands services publics soient prêts en cas d'urgence.

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Brantford
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Tim Lindsay, coordonnateur, Gestion communautaire des urgences. J'occupe ce poste à Brantford depuis 4 mois. Je suis diplômé du collège Sir Sandford Fleming et j'ai un certificat d'études supérieures en gestion des urgences.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui Non X

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Brantford
[traduction]

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Nous évaluons les risques une fois l'an

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Certaines entreprises se font un plaisir de participer, d'autres refusent de nous communiquer la moindre information
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  Ils nous permettent de faire une évaluation plus en profondeur

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi? Le terrorisme ne figure pas sur notre liste de risques

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire Notre centre de commandement de base prévoit des tables de travail assignées aux représentants des diverses agences, une pièce réservée aux communication radio, un salle de réunion
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Brantford
[traduction]

Je ne suis pas sûr à 100 % mais je pense que c'est une structure de gestion des incidents

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Parce que si nous vivons une situation d'urgence, il est tout probable qu'il en sera de même pour elles
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures X
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Nous recevons les sommes que le Conseil estime être nécessaires à nos besoins pour l'ensemble de l'année. C'est en général autour de 10-15 000 $ par année

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) X

Pour créer notre Centre de commandement

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Nous n'avons rien reçu pour le centre de commandement alors qu'on nous avait laissé entendre que c'était une simple formalité.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non

Brantford
[traduction]

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous avons fait une seule demande, pour la création de notre centre de commandement, et nous n'avons rien reçu

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Obtenir du Conseil qu'il nous accorde assez d'argent pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixées dans notre programme.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous sommes présents lors de nombreux événements publics où nous distribuons des dépliants ou d'autres imprimés sur la Gestion des urgences et ce qu'il faut faire en cas d'urgence.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Radio, télé
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Trop cher
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Je ne pense pas qu'ils le sont

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brantford
[traduction]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non X

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brantford
[traduction]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous n'avons eu ni le temps ni l'argent voulu pour vraiment nous asseoir et créer des partenariats ou d'autres formes de collaboration avec le secteur privé et l'industrie.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité X

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches

Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Brockville
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Harry Jones, Chef des pompiers /Coordonnateur des urgences – Ville de Brockville

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....X
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Verglas

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brockville
[traduction]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire Immeuble municipal avec génératrice
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SGI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies X
  - Service de police X
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brockville
[traduction]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brockville
[traduction]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

oui

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Brockville
[traduction]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Partenariats publics-privés et groupes de travail

Calgary
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Calgary
Alberta

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Bruce Burrell, chef pompier, Service des incendies de Calgary.

Bruce a déjà été instructeur au Collège fédéral de la protection civile (aujourd'hui le CCGU), à Arnprior et à Ottawa. Il a aussi été directeur de la gestion des urgences à la Municipalité régionale de Halifax, avant d'entrer en poste à Calgary. À Halifax, il a participé activement à la coordination des mesures d'urgence lors de l'écrasement du vol Swissair 111, de deux grands feux de forêt, de quelques évacuations dues à des déraillements ou à des inondations, de l'ouragan Juan, de l'explosion de l'élévateur à grain de Halifax, et du Juan Blanc (blizzard). Sa participation à ces incidents lui a permis d'acquérir de l'expérience dans divers rôles, notamment celui de responsable de site, agent d'opérations ou gestionnaire des opérations d'urgence. Il enseigne aussi la gestion de catastrophe et de service des incendies à des officiers pompiers dans le cadre du programme de formation à distance de l'université de Dalhousie. Il est directeur des services d'urgence de la Ville de Calgary depuis sont arrivée à Calgary en août 2005.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : 1 080 000 habitants sur plus de 800 km carrés
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Juin 2005 – inondations dans le sud de l'Alberta.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé? X

D'après le CSA Z-731. Calgary s'occupe actuellement de réviser et de mettre à jour son processus d'évaluation du risque et cherche à mettre en place une démarche normalisée à l'échelle municipale qui reste compatible avec la norme fédérale.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Notre démarche d'évaluation du risque s'inscrit dans le cadre du Plan d'urgence municipal de Calgary (CMEP) qui est révisé, évalué et mis à jour de façon continue. Les Services d'urgence de Calgary procèdent à une révision annuelle du CMEP.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X

Calgary
[traduction]

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  La ville travaille en étroite collaboration avec ses partenaires de l'industrie pour garantir la sécurité publique, la protection des biens et celle de l'environnement. Il y a un bon rapport de travail entre le secteur public et le secteur privé qui donne lieu à une bonne gestion de l'information et à un partage de renseignements essentiels.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  L'information qui nous provient de l'industrie est un élément précieux de notre gestion des urgences. Le travail que nous faisons pour maintenir de bons rapports avec nos partenaires du secteur privé garantit que le partage d'information se fait.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Tri-services, composés du service de police de Calgary, du service des incendies de Calgary, et des services médicaux d'urgence, ont élaboré des plans d'opérations précis en cas d'attaque terroriste afin d'atténuer les dégâts, d'intervenir, et d'aider la population à se remettre d'un incident CBRNE. Ces plans d'urgence seraient déployés dans le cadre du plan global CMEP.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

    Notre Centre municipal d'opérations d'urgence est le point de contact central pour tous les membres des services d'urgence qui interviennent en cas d'incident. Nous avons aussi un centre secondaire qui sert de solution de rechange pour le cas où il serait impossible d'utiliser le centre principal. Ce centre est formé de trois pièces principales : la salle de commandement, la salle des communications radio et la salle des opérations.

    Le premier objectif du centre est d'assurer l'intervention sur les lieux de l'incident. Son deuxième objectif est de maintenir un niveau acceptable de services au reste de la municipalité. Un troisième et dernier objectif est d'assurer le relais de l'information. Lorsque le centre d'opérations d'urgence est déployé, tous les messages à la population doivent être coordonnés et diffusés par lui.

    Nous discutons et planifions actuellement la mise sur pied d'un nouveau centre d'opérations d'urgence qui devrait être fonctionnel d'ici deux ans.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  Certaines agences et organisations de notre ville ont opté pour la structure SCI mais nous évoluons vers une acceptation universelle du double modèle SCI/SGI.
- Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures X

Tout dépend de la situation ou de la nature de la catastrophe

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

Nos fournitures sont en prévision d'une épidémie de maladie infectieuse. D'autres agences dans notre ville ont de plus petites réserves de fournitures qui pourraient servir en cas de catastrophe ou d'urgence majeure.

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Les besoins de financement sont évalués dans le cadre du budget municipal à la lumière des demandes de chaque groupe.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....X
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Nous avons demandé du financement provincial pour les services et ressources en eau.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

La province n'a pas contribué à SARMU et lorsqu'elle a contribué au programme CBRNE, ç'a été sous forme de versement unique sans modalités de fonctionnement, d'entretien ou de renouvellement.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Quand le gouvernement fédéral consent du financement, c'est sous forme de versement unique sans modalités de fonctionnement, d'entretien ou de renouvellement.

Calgary
[traduction]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une ou deux fois l'an. Dans la plupart des cas, nous obtenons ce que nous avons demandé.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

- voir 4e et 4g. Nous nous inquiétons aussi du manque de consultation à l'échelle municipale au sujet des fonds du PCPC. On laisse ainsi passer des occasions de cibler des programmes comme le PCPC vers le développement durable de ressources régionales pouvant répondre à d'importants besoins émergents.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Des sites web donnent de l'information à la population sur des questions de protection civile et proposent des liens vers les sites de Sécurité publique Canada et de la Croix rouge canadienne. Nous organisons aussi régulièrement des campagnes de sensibilisation populaire.

Nous travaillons actuellement à mettre sur pied un programme communautaire qui s'occupera de renseigner et d'éduquer la population sur la façon de se préparer à diverses situations d'urgence.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

Nous avons un système d'alerte publique en cas d'urgence (EPWS) (offert par Emergency Management Alberta) de même qu'un système de communications en situation de crise offert par notre groupe de Communications et Services à la population.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

À l'heure actuelle, nous avons une autorisation et du financement provincial pour mettre en place un système de communications radio des premiers intervenants (Alberta First Responders Radio Communication System). Ce système prévoit l'interopérabilité au sein des municipalités de même qu'entre les municipalités et les services fédéraux tels la GRC.

En mobilisant les services locaux de radio amateur en cas de catastrophe de grande envergure, on pourrait créer des réseaux qui permettraient de coordonner les communications, et on assurerait l'interopérabilité entre les groupes.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non, voir réponse donnée en 6a.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

La section Matières dangereuses du Service des incendies de Calgary reçoit une formation spéciale en cas d'incidents CBRNE. Cette section travaille en étroite collaboration avec les services de police de Calgary et les services médicaux d'urgence pour faire en sorte que du personnel de ces services soit formé et puisse également intervenir de manière compétente en cas d'incident CBRNE. À l'heure actuelle, la capacité de Calgary de faire face à un incident CBRNE est d'environ 12 heures. L'objectif que nous fixe le gouvernement fédéral est de 72 heures. Nous prévoyons demander du soutien provincial et fédéral par l'intermédiaire du PCPC afin d'étendre notre capacité jusqu'à atteindre l'objectif

de 72 heures.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

La capacité du CCGU d'accueillir le personnel de la Ville de Calgary désireux de recevoir une formation est inférieure à la demande. Le mécanisme actuel d'inscription pour les grandes villes, qui doivent réserver des places en s'adressant à leur province, ne marche pas. Il y a déséquilibre entre les places réservées aux petites municipalités et celles des grands centres urbains. Malgré la création des cours de Granville (spécialement conçus pour les petites municipalités), les petites collectivités de l'Alberta continuent d'obtenir des places à Collegeville pourtant destiné aux grands centres, ce qui réduit les chances des grandes villes comme Calgary.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons communiqué avec EMA (Emergency Management Alberta) et notre agent de district nous a mis en rapport avec l'agent régional de liaison, Opérations domestiques, Centre et Centre-Sud de l'Alberta, Quartier général des Forces terrestres de l'Ouest, du ministère de la Défense nationale. Notre point de contact pour demander l'intervention du fédéral reste EMA.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui X Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1 X
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Environ 280 000 $

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

Nous travaillons actuellement à un projet de partenariat avec d'autres intervenants.

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

2 ans.

Calgary
[traduction]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Comme SARMU doit être offert sur une base régionale, provinciale et nationale, le financement devrait provenir du plus haut palier de gouvernement.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Pas d'aide.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Pas d'aide.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Comme nous l'avons dit plus haut, des partenariats entre le secteur public et le secteur privé ont été créés et sont entretenus. Les principaux intervenants se rencontrent régulièrement pour discuter des plans, préparer des stratégies d'atténuation ou de prévention, et pour perfectionner leur formation afin de garantir la protection civile et, lorsqu'il y a lieu, d'intervenir en situation de catastrophe. La tenue d'ateliers comme celui qui a eu lieu à Edmonton en février 2007 sur l'Interdépendance des infrastructures essentielles, est une occasion pour les intervenants de partout en Alberta de se rencontrer pour partager des idées et améliorer les programmes qu'ils ont en place. C'est l'occasion de s'initier à des points de vue divers, issus du secteur privé comme du secteur public.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - ~~À la radio nationale~~
  - ~~À la télévision nationale~~
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- ~~Par législation provinciale~~
- ~~Par législation locale~~
- ~~Autre : expliquez~~
- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - ~~Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence~~
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez

Calgary
[traduction]

- Fournitures médicales
- Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
- Aliments et eau
- Autres
    - Précisez

- ~~Rien de ce qui est mentionné ci-desssus~~

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- ~~Oui (voir 2c)~~
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - ~~On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches~~
    - Non à tout ce qui précède

*Notez bien : Les représentants de l'ASPC qui font des démonstration dans le cadre du Programme de formation CBRN pour les premiers intervenants (cours de niveau intermédiaire donné au Collège canadien de gestion des urgences à Ottawa) continuent de se faire sérieusement contester par leurs étudiants. Bien qu'ils prétendent pouvoir offrir 150 hôpitaux de campagne et disent que les fournitures nécessaires existent bel et bien, tout semble indiquer que les dites fournitures sont vieilles de plusieurs décennies. Par exemple, certains appareils de succion dateraient de la guerre de Corée.

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Campbell River
Colombie-Britannique

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Larry Samson – chef du service des incendies – 12 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Feu de forêt

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Campbell River
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Une fois l'an

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Collège/école secondaire dont la construction répond aux normes antisismiques

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Système de gestion des mesures d'urgence de Colombie-Britannique (BCERMS)

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Campbell River
[traduction]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Par des demandes de budget annuelles

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU X
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

On pourrait toujours en avoir plus

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Plus d'argent par des subventions

Campbell River
[traduction]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une fois l'an

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Achats d'immobilisations

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Radio et télélocales
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Manque d'explications claires ou de données annuelles sur la façon dont le système fonctionne

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Regulièrement

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Oui

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non X

Campbell River
[traduction]

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui X Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3 X
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

15 000 $

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi ? Manque de personnel et de formation
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

C'est à l'avantage des trois paliers de gouvernement en cas d'incident

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **X**
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales

        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus **X**

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Cap Breton
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Cap Breton
Nouvelle Écosse

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

John Dilny, coordonnateur, Gestion des urgences. Je suis dans le secteur de la sécurité publique depuis 27 ans à titre de policier et de coordonnateur des mesures d'urgences.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

Le processus que nous utilisons pour évaluer le risque n'est pas un processus normalisé ni à l'échelle provinciale ni à l'échelle fédérale.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les cinq ans.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  L'industrie collabore bien et nous fournit l'information nécessaire à la détermination des risques
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  L'information nous aide à déterminer nos besoins en ressources pour le cas où une urgence liée au risque nous obligerait à intervenir

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X

Cap Breton
[traduction]

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi? Il faut de meilleures communications pour assurer la coordination entre les trois paliers de gouvernement, et un partage des coûts aussi.
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Les bureaux de l'administration dans notre principal centre civique.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SGI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies X
  - Service de police X
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale X

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial

Cap Breton
[traduction]

- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Le seul programme de financement pour la gestion des urgences est le PCPC.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

En moyenne tous les quatre ans, nous faisons une demande au PCPC. Nous avons toujours reçu l'argent demandé.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les premiers répondants devraient avoir un meilleur accès aux programmes de financement du PCPC.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? En tant que municipalité de taille moyenne ayant un coordonnateur de la gestion d'urgence à temps plein et la responsabilité de sa propre protection civile ainsi que la gestion de ses mesures d'urgence, nous sommes surchargés et nous manquons de personnel. La plupart des municipalités de taille moyenne ou grande devraient avoir du personnel supplémentaire pour s'occuper d'autres aspects de la gestion d'urgence.
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

Notre municipalité n'a pas le pouvoir unilatéral d'interrompre la diffusion des émissions de télévision et de radio pour donner des instructions ou faire le point sur une situation d'urgence. En cas d'urgence, nous comptons sur la collaboration de la radio locale pour informer la population. Mais il n'en est pas de même pour la télévision. Je ne suis au courant d'aucune loi qui donne à une municipalité le pouvoir d'interrompre une émission de télévision ou de radio pour transmettre des données relatives à une urgence.

- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de

l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Un projet de loi quelconque aiderait sûrement s'il donnait aux stations locales de radio et de télévision la responsabilité de faire connaître à la population les numéros à contacter en cas d'urgence à toute heure du jour ou de la nuit. Car les stations de radio et de télévision ferment après certaines heures et la population doit quand même savoir avec qui communiquer.

- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Voir plus haut.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Ils utilisent deux systèmes indépendants.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Il y a un système de radio mobile à la disposition des premiers répondants, qui peut servir à communiquer avec tous les ministères et agences de la province.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Cap Breton
[traduction]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

Le gouvernement fédéral devrait soutenir de façon constante les équipes de SARMU.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucun soutien financier n'a été reçu.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Des partenariats ont été formés par le biais de groupes de travail pour repérer les infrastructures essentielles et en assurer la protection.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

Cap Breton
[traduction]

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence **X**
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Charlottetown
Île-du-Prince-Édouard

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

William (Bill) G. Hogan

Service des incendies de la ville de Charlottetown

Directeur du service des incendies (chef des pompiers)

- Responsable de l'administration et des activités opérationnelles du service des incendies de Charlottetown.
- Planification et gestion des mesures d'urgence.
- Ancien président de l'association des pompiers de l'Île-du-Prince-Édouard.
- Membre de la National Fire Protection Association.
- Ancien vice-président de l'association des chefs des pompiers des Maritimes.
- Membre de l'Association canadienne des chefs de pompiers.
- Membre l'Association internationale des chefs de pompiers.
- Instructeur à l'école de formation des pompiers de l'Île-du-Prince-Édouard.
- A constitué l'équipe d'intervention en cas d'incident mettant en cause des matières dangereuses.
- Membre du comité de mise sur pied du service 911 à l' l'Île-du-Prince-Édouard.
- Ancien vice-président régional de l'International Rescue and Emergency Care Association.

Charlottetown
[traduction]

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

À plusieurs reprises : ***onde de marée, inondation, incendie, ouragan, tempêtes de neige et de verglas***

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Ouragans Juan et White Juan

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

NFPA 1600

2b. <u>À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?</u>

Chaque année

2c. <u>Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?</u>

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. <u>Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?</u>

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. <u>Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?</u>

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Police municipale et GRC, division L.

3) Capacité d'intervention

3a. <u>Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?</u>

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Planification des mesures d'urgence, Centre des opérations d'urgence, accès aux centres des opérations d'urgence fédéral et provincial, sources d'électricité d'urgence, contrats d'intervention en cas d'urgence.

Charlottetown
[traduction]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

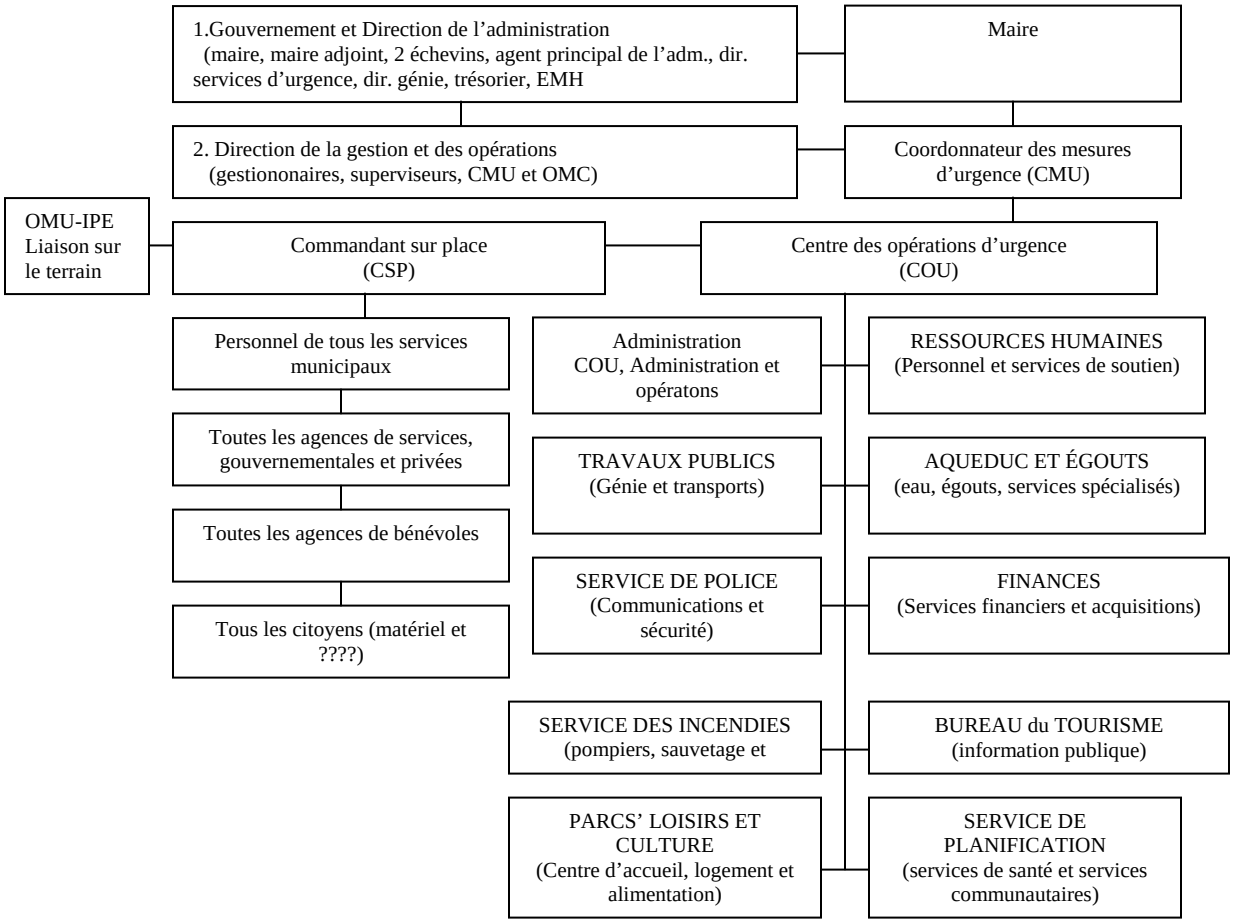
- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Hôtel de ville. Regroupe l'aire des opérations, la salle de radio, une cuisine, des salles de conférence, des salles de bain et des bureaux. En cas de besoin, l'électricité est produite par une génératrice à diesel et il y a une réserve de carburant de cinq jours.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre



1. Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. <u>Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?</u>

1. Oui X Non
2. Dans la négative, pourquoi?
3. Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
   - Oui X Non
   - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. <u>Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?</u>

4. 24 heures
5. 48 heures
6. 72 heures X D'après l'expérience passée.
7. 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Charlottetown
[traduction]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

8. Oui X Non
9. Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
   - Santé publique .....
   - Ambulanciers .....
   - Service des incendies .....
   - Service de police .....
   - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
   - Organisation de mesures d'urgence provinciale X

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

10. La municipalité
11. Le gouvernement provincial X Formation
12. Le gouvernement fédéral X Programme conjoint de planification d'urgence

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

13. Oui X Non
14. Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

15. Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

16. Oui X Non
17. Dans l'affirmative, dans quel but?
   - Formation X
   - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
   - Acheter du matériel d'intervention X
   - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
   - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
   - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
   - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

18. Satisfaite X
19. Quelque peu satisfaite
20. Pas satisfaite
21. Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

22. Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

23. Oui X Non
24. Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
    - Satisfaite X
    - Quelque peu satisfaite
    - Pas satisfaite
    - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Plusieurs projets ont été présentés ces 20 dernières années, dont au moins deux assez récemment.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Charlottetown
[traduction]

Page Web :

Cette partie inclut des renseignements sur la planification des mesures d'urgence, les vagues de tempête, les ouragans et l'organigramme de l'organisation des mesures d'urgence de la ville de Charlottetown.
Le site présente également un plan d'évacuation, une trousse d'intervention en cas d'urgence et des liens vers d'autres sources d'information.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Radio et télévision locales
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Vérifiés chaque jour dans le cadre des activités du service des incendies et utilisés tous les jours par les divers services de la ville.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Système de radio maillé pour les ministères provinciaux.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

911 pour dépêcher les policiers ou les pompiers ou les deux
•Policiers et pompiers pour effectuer des évaluations du risque
•Au besoin, les policiers demanderont le bureau du prévôt des incendies et le ministère de l'Environnement.
•Au besoin, le bureau du prévôt des incendies et le ministère de l'Environnement demanderont l'intervention d'une équipe

-conformément à NFPA 472

(compétence professionnelle des intervenants en cas d'incidents mettant en cause des matières dangereuses)
•Analyse de l'incident
•Gestion de l'incident
•Planification de la réaction
•Mise en oeuvre de la réaction
•Règlement de l'incident

Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

Charlottetown
[traduction]

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X *La station de radio locale a du personnel sur place 24 heures par jour, sept jours par semaine et nous avons accès à sa salle de nouvelles.* X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées **X** (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial

        - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X *Marché avec la Croix-Rouge*
    - Aliments et eau X *Marché avec la Croix-Rouge*
    - Autres
        - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache X *L'organisation des mesures d'urgence de l'Île-du-Prince-Édouard nous a informé de l'emplacement des caches et nous la contacteront si nous avons besoin d'y accéder.*
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Chatham-Kent
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Municipalité de Chatham-Kent (Ontario)

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses X

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

L'analyse des risques et l'identification des dangers se font conformément aux pratiques exemplaires de Gestion des situations d'urgence Ontario.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Évaluation annuelle.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Chatham-Kent
[traduction]

Ce plan est exclusif au Service de police de Chatham-Kent.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Le centre de commandement en cas d'urgence est une grande salle de réunion qui a été modifiée pour accueillir le Groupe de contrôle communautaire. Elle est dotée de projecteurs et comporte d'autres lignes téléphoniques et de télécopieurs. La salle des communications dispose d'une aire d'entreposage qui lui est réservée et où sont entreposées les fournitures du centre de commandement.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Elle a une SCI, conforme au Bureau du commissaire des incendies de l'Ontario.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Les situations d'urgence peuvent être de plus grande envergure ou plus complexes que ce à quoi l'on s'attend. Une aide supplémentaire peut également être nécessaire si la situation d'urgence perdure pendant assez longtemps.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures X
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

Chatham-Kent
[traduction]

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) X

Équipements légers pour la recherche et le sauvetage en milieu urbain et équipements de sauvetage maritime.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Formulaires plus faciles à remplir et décisions plus rapides à prendre concernant les projets.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous présentons habituellement une demande chaque année. Elle est couronnée de succès la plupart du temps.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Notre plus gros défi est d'obtenir la partie correspondante du financement par subvention. On considère habituellement les projets comme étant « intéressants à avoir » plutôt que « nécessaires ».

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons un programme de sensibilisation du public qui donne les renseignements sur les situations d'urgence sous divers formats au grand public. Cela comprend l'information sur le site Web, des publications fournies par le gouvernement fédéral et des exposés.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Aucune capacité de diffusion de l'information.
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Nous faisons appel aux stations de radio privées actuelles.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Chatham-Kent
[traduction]

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous composons avec les contraintes des entrepreneurs privés. S'ils choisissent d'interrompre les émissions, ils le feront. S'ils ne veulent pas le faire, ils attendront à la diffusion habituelle du bulletin de nouvelles.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les systèmes sont vérifiés chaque année.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Oui, seulement les premiers intervenants locaux ont les canaux sémaphores provinciaux.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

Le Collège devrait offrir d'autres cours.
De nombreux membres du personnel ont demandé de suivre des cours au Collège, mais ce dernier n'offre essentiellement que deux cours.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Chatham-Kent
[traduction]

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

Chatham-Kent
[traduction]

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus X

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Chilliwack
Colombie-Britannique

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....X
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Cela ne s'est produit seulement deux fois et les deux fois avant que le gouvernement

actuel ne soit formé. Dans le passé récent (25 ans) notre collectivité n'a pas eu à déclarer d'état d'urgence local.

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Nous utilisons l'outil d'évaluation du risque PEP sur l'Internet.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Cela a été fait le printemps dernier. Avant cela, la dernière évaluation remontait à 1991. Nous prévoyons cependant procéder à une évaluation tous les deux ans.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  L'agriculture est notre principale activité industrielle. Elle fait partie intégrante de notre organisation de gestion des situations d'urgence.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  Les renseignements fournis nous ont permis de très bien comprendre le niveau de planification d'urgence nécessaire et de réduire l'ampleur des tâches à effectuer dans le domaine agricole.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi? Notre organisation en est encore à ses premiers balbutiements et, jusqu'à maintenant, nous nous en sommes remis à la GRC pour s'occuper de ce risque. Je prévois qu'avec le temps, nous aurons un plan mieux coordonné pour faire face à ce type de risque.
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Nous sommes relativement prêts à réagir à de nombreux risques auxquels nous sommes exposés, mais nous sommes plutôt mal préparés pour faire face à d'autres risques. Puisque notre programme vient tout juste de voir le jour, je m'attends à ce que notre collectivité soit de mieux en mieux préparée à faire face aux catastrophes.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre centre de commandement est situé dans une de nos casernes d'incendie payées au

besoin. Les salles servent aussi de centre d'entraînement de notre service de lutte contre les incendies, mais peuvent être transformées en centre de commandement entièrement opérationnel, ce qui prend environ 25 minutes.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  British Columbia Emergency Response Management System (BCERMS) (système de gestion des interventions d'urgence de la Colombie-Britannique)
- Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

Tout dépendant de la nature de la catastrophe et de ses répercussions sur notre système de transport, nous pourrions probablement subvenir à nos propres besoins encore plus longtemps.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Des fonds sont disponibles pour les interventions d'urgence et, dans une moindre mesure, pour le rétablissement. C'est du côté de la préparation que les fonds manquent clairement. Il n'y a pas de fonds de disponibles pour l'information du public, mais c'est pourtant là que les besoins sont les plus aigus.

Chilliwack
[traduction]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite X
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Deux fois aux deux questions, du moins à ma connaissance.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Notre principale préoccupation demeure l'éducation du public (notamment l'établissement de programmes de quartiers) et le financement (partage des coûts) nécessaire à l'acquisition de stocks de matériel d'urgence.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous utilisons les médias locaux pour communiquer avec la population en faisant appel aux personnes compétentes et pour transmettre des messages sur la planification d'urgence au niveau local. Actuellement, nous le faisons chaque mois. Nous offrons aussi gratuitement, et sur demande, des exposés sur la planification d'urgence aux groupes locaux qui en font la demande.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X

- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Nous entretenons des liens très étroits avec les médias locaux, tout particulièrement avec les stations de radio et de télévision locales auxquelles nous avons déjà eu recours pour diffuser rapidement des messages d'urgence et auxquels nous aurons encore recours.
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non X

J'espère que nous pourrions être inclus dans le système CANALERT proposé, du moins pour faire face aux conditions météorologiques extrêmes. J'espère aussi que ce système serait assez souple pour transmettre des messages à toute la population des zones touchées.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Les services policiers et les services ambulanciers ont des systèmes incompatibles (commmunications codées).
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

NON

Chilliwack
[traduction]

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

Nous n'avons pas les moyens d'avoir un système de réaction aux incidents CBRNE, mais nous sommes sur le point de conclure une entente avec une collectivité voisine pour faire face à des incidents mettant en cause des matières dangereuses.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

En fait, certains membres de notre équipe ont reçu une formation du collège dans le passé, mais ces derniers temps, nous avons plutôt suivi les cours du Justice Institute of British Columbia. Je crois que nous bénéficierions d'une formation ayant une dimension nationale plus marquée.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - Oui Non

Actuellement, nous n'avons qu'une unité de soutien de secteur dans notre collectivité, mais nous n'avons aucun rapport avec elle. Nous avons récemment établi une liaison avec les unités de la Réserve des Forces canadiennes en préparation de leur déploiement en cas d'inondation majeure dans notre région. Les officiers de liaison sont devenus un ajout bienvenu à nos réunions hebdomadaires de planification.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial

Chilliwack
[traduction]

- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non (Municipales seulement)

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non (Municipales seulement)

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Si cela a été fait, notre organisation n'en a pas été informée.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Encore là, si cela a été fait, notre organisation n'en a pas été informée.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Actuellement, nous ne travaillons pas avec le secteur privé, mais nous serions heureux d'être informés de la manière dont ce type de partenariat fonctionne ailleurs.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **X**
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus **X**

Chilliwack
[traduction]

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède **X**

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Clarington
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Gord Weir, chef des pompiers, CCGSU

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Pas que je sache.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Encore une fois, pas que je sache.

Clarington
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

L'évaluation est faite chaque année.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Nous n'avons pas eu de problèmes jusqu'à maintenant.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  C'est davantage une mise à jour de sensibilisation, la capacité de poser des questions et de voir le genre d'interventions et de ressources qu'ils auraient.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

La police régionale, de même que l'OPP et la GRC.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Nous suivons le modèle du SGI.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Clarington
[traduction]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Difficile à répondre à moins de connaître le genre de catastrophe.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies X
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Elle a eu de l'aide pour l'achat d'équipement pour le centre de commandement en cas d'urgence, des antennes.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non X

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le processus et les échéanciers, cela ne coïncide pas avec le processus budgétaire de la municipalité, il faut souvent beaucoup de temps pour savoir si vous avez obtenu du succès.

Clarington
[traduction]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Plusieurs fois, une fois au cours des quatre ou cinq dernières années.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Souvent pour ce qu'elle permet? Les besoins locaux ne sont pas toujours les besoins de la province ou du gouvernement fédéral.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Brochures, dépliants, publicité, etc.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Bientôt, elle aura un système de diffusion de messages d'alerte tout partout autour de la centrale nucléaire – 3 km.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Nous vérifions quotidiennement notre système radio. Nous communiquons tous les mois avec les services de protection incendie des environs, et plusieurs fois par année, nous vérifions notre liaison avec la police régionale.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Dans une certaine mesure, je répondrais que oui. Principalement avec la région et la province.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Avec l'aide d'Ontario Power Generation, ainsi que de l'équipe CBRN de la province, à Toronto.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

Elle demanderait l'aide de GSUO / vraisemblablement

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

Clarington
[traduction]

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Notre Bureau régional de gestion des situations d'urgence est peut-être au courant, mais je ne me rappelle tout simplement pas d'avoir vu quoi que ce soit.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non

Clarington
[traduction]

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

C'est mentionné, je pense, dans nos infrastructures essentielles régionales.

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Nous collaborons avec des partenaires tels que OPG, la Région de Durham, le milieu des affaires local comme Good Year, Detox, etc.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale X, Je crois que nous avons la capacité de leur demander d'envoyer un message, je ne suis pas certain de ce que vous entendez par unilatéralement. Local seulement.
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **X**
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles : Je pense que c'est avec.

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence

- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial
    - Précisez
  - Fournitures médicales
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
  - Aliments et eau
  - Autres X
    - Précisez À l'heure actuelle, nous travaillons à des plans d'urgence et à la constitution de stocks. Nous songeons au carburant et à des choses comme le sable et le sel.
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède **X.** Je ne suis pas au courant du programme.

Colchester
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Colchester
Nouvelle-Écosse

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Carl A Shaw
Coordonnateur régional de la gestion pour Colchester, Truro et Stewiacke
J'ai participé directement à la gestion de situations d'urgence pendant neuf ans et aux urgences incendie depuis 30 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Lors des inondations de 2003, nous avons dû déplacer des gens qui se trouvaient dans les zones inondées et empêcher les gens d'y retourner.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les deux ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Colchester
[traduction]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Le terrorisme est une préoccupation, mais en raison de notre emplacement non stratégique, une attaque est improbable.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial

Colchester
[traduction]

- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite X
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous avons présenté plusieurs demandes et obtenu du financement dans la plupart des cas.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

La couverture à la radio et dans les journaux ainsi que cibler des groupes afin de mettre en évidence les 72 heures d'état de préparation.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? La station radio locale
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Colchester
[traduction]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Il y a du personnel à la station radio seulement pendant la journée, mais je peux avoir accès aux principaux membres du personnel de la station après les heures pour diffuser en direct.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les achats se fondent sur une norme provinciale. Les systèmes sont vérifiés de façon régulière, mais il y a plus de premiers intervenants qui n'ont pas reçu une bonne formation dans l'utilisation de l'équipement.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Oui, le système de communication est interopérable avec celui d'autres organismes gouvernementaux, mais encore une fois, la plupart des utilisateurs n'ont pas reçu la formation pour le faire.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Une certaine capacité grâce à notre équipe spéciale d'intervention en matières dangereuses.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Certains ont reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences, mais pas suffisamment et il faudrait un plus grand choix de cours pour répondre à nos besoins.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non C'est ce que pensent quelques personnes, mais pas tout le monde.

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Nous nous sommes rencontrés à quelques reprises pour faire du réseautage et discuter du rôle que les militaires pourraient jouer dans une situation d'urgence dans notre région.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

Nous sommes conscients du soutien que nous pourrions recevoir de l'unité de réserve, mais elle ne fait pas partie de notre comité de planification.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Colchester
[traduction]

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Les municipalités ont pris des mesures pour s'occuper des infrastructures à l'aide de leurs propres ressources dans la mesure du possible.

Questions de suivi

1a. Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence? (Cochez toutes les cases pertinentes)

Nous n'avons pas la capacité d'interrompre la diffusion d'émissions de télévision et de radio dans notre région. Certaines choses ont été faites au niveau provincial, mais je ne suis pas certain du résultat de ces discussions. Je peux faire parvenir l'information à la radio pendant la journée, mais, le soir, la station est prise en charge par un ordinateur. J'ai le numéro de téléphone du directeur des nouvelles ainsi que celui du directeur de la station, que je peux appeler et ils viendront à la station et diffuseront l'information.

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale

- À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles : À mon avis, le pouvoir de permettre d'interrompre des émissions de radio ou de télévision relève du CRTC, je me trompe peut-être!!!

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence? Nous avons recensé certaines fournitures dont nous pourrions avoir besoin lors d'une situation d'urgence, et où nous pouvons nous les procurer auprès de fournisseurs privés (aliments – centre de distribution local et usine d'embouteillage d'eau locale). Fournitures pour l'hébergement – la Croix-Rouge. Certaines ententes sont conclues.
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours? Je ne connais rien du système de la Réserve nationale de secours et si nous nous approvisionnons auprès des mêmes fournisseurs, c'est par pure coïncidence.

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes) S'il y a une cache dans ma région, je n'en ai nullement connaissance, je n'ai aucune idée de l'endroit où elle se trouve ni de ce qu'elle contient.

Carl Shaw

- Oui, je connais le programme
  - J'ai accès à une cache
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

Coquitlam
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Coquitlam
Colombie-Britannique

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Dorit Mason, gestionnaire des programmes d'urgence, Ville de Coquitlam. Dans le domaine de la gestion des situations d'urgence depuis près de 15 ans, à divers titres.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X 121,68 kilomètres carrés. La majorité de cette superficie est en milieu urbain; cependant, il y a une section au nord-est qui est actuellement en milieu rural, mais qui est en train d'être aménagée pour des logements à plus forte densité. La ville compte environ 115 000 habitants.

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X Pas précisément, quoiqu'il y a une zone assez importante qui est un parc industriel/parc d'affaires.
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X Oui
  - Un processus fédéral normalisé?

Un expert conseil a été engagé pour évaluer les dangers, les risques et la vulnérabilité de la collectivité.
Un financement a été obtenu en partie par l'entremise du programme PCPC (merci).

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

La dernière a été réalisée en 2005. Il n'y a pas de plans dans l'immédiat pour refaire cette évaluation dans un proche avenir.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X Elle ne l'a pas fait dans le passé.
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Les entreprises sont essentielles pour les collectivités. S'il y a une défaillance dans une grande entreprise, il pourrait en résulter une catastrophe secondaire pour la

Coquitlam
[traduction]

collectivité. Par conséquent, la tolérance aux pannes des industries est très importante pour la résilience des collectivités. Coquitlam ne dépend pas d'une industrie pour assurer la survie de la collectivité. Cependant, il serait important de connaître les produits et processus de certaines des entreprises étant donné que cela pourrait accroître les dangers au sein de la collectivité.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

C'est la GRC qui assure les services policiers dans notre collectivité et nous dépendrions de cette organisation pour prendre en charge l'intervention advenant ce genre d'événement.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Organismes d'intervention bien formés (GRC, pompiers, policiers, services d'ambulance de la C.-B., recherche et sauvetage de Coquitlam (organisme bénévole), Coquitlam Amateur Radio Emergency Services Society (organisme bénévole), services sociaux d'urgence, ingénierie et travaux publics). En outre, nous avons un centre de commandement en cas d'urgence bien établi et doté de personnel civil formé. Cependant, il faut savoir qu'une municipalité peut toujours faire plus pour être prête — plus de formation, plus d'exercices, etc. Il doit y avoir une équilibre avec les pressions exercées par les emplois tous les jours, en particulier du fait que des situations d'urgence ne surviennent pas tous les jours. Plus il y a de temps qui s'écoule entre des catastrophes, plus il est difficile de faire accepter la réalisation d'exercices et la formation.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre principal centre de commandement en cas d'urgence est situé à l'hôtel de ville, dans les salles de formation. Ces salles peuvent facilement être transformées lorsqu'il faut accommoder le centre de commandement en cas d'urgence. Un centre de commandement secondaire en cas d'urgence est situé dans notre cour d'entretien et se trouve dans le coin-repas qui serait transformé au besoin.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  La Ville de Coquitlam suit le système de gestion des interventions en cas d'urgence de la C.-B. Le fait de suivre ce système nous permet de communiquer facilement avec d'autres municipalités et la province.
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Coquitlam
[traduction]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial La province donne accès à une aide financière en cas de catastrophe si certains critères sont respectés.
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

On n'a jamais réalisé une évaluation précise des besoins et des risques.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

La Ville de Coquitlam a reçu des subventions par l'entremise de l'Union des municipalités de la C.-B. pour l'aider à élaborer des plans et des cours de formation à l'intention de nos Services sociaux d'urgence et pour des évaluations des zones d'incendie de forêt en milieu périurbain.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Ce n'est pas tout ce qu'une collectivité estime pertinent qui est admissible. Le montant d'argent disponible est également limité pour chaque projet.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

La Ville de Coquitlam est très reconnaissante des fonds qui ont été fournis par l'entremise du PCPC pour l'achèvement de projets. Cependant, les critères dans le cas des projets constituent une limite et devraient être réexaminés. En vertu de la section 2.2 des lignes directrices du

Coquitlam
[traduction]

PCPC, les projets admissibles à du financement comprennent les plans d'urgence — ou la mise à jour des plans d'urgence (une fois aux cinq ans). Une analyse des dangers, des risques et de la vulnérabilité est considérée faire partie de cette section. Si une collectivité mène une analyse des dangers, des risques et de la vulnérabilité et reçoit une aide financière, l'année suivante elle n'est pas admissible à des fonds pour rédiger des plans. À Coquitlam, nous avons rédigé à l'interne notre propre plan d'intervention en cas de catastrophe, nous avons reçu de l'argent pour effectuer une analyse des dangers, des risques et de la vulnérabilité, puis nous avons demandé du financement deux ans plus tard pour terminer des plans d'évacuation détaillés en nous servant des dangers les plus élevés qui avaient été cernés. Malheureusement, la demande a été rejetée parce que nous avions reçu de l'argent pour effectuer l'ADRV. J'aimerais beaucoup que l'on procède à un examen de l'admissibilité des projets et que l'on envisage de réduire la période entre les demandes d'admissibilité pour rédiger des plans.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Depuis que je suis à l'emploi de la Ville, nous avons demandé des fonds en 2005 (que nous avons obtenus), en 2006 (obtenus), 2007 (non obtenus).

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Que l'on estime que les fonds dépensés méritaient d'être dépensés. Étant donné qu'il ne survient pas très souvent des urgences ou des catastrophes majeures, il est parfois difficile de justifier la dépense. La gestion des situations d'urgence est comme une assurance et elle doit être considérée comme précieuse.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

La Ville de Coquitlam a un programme qui a pour nom « HEROS » et qui permet de faire l'éducation du public. Les cours comprennent 1) l'état de préparation personnel, de la famille, de la collectivité, 2) un cours d'évaluation rapide des dommages après un tremblement de terre, 3) l'état de préparation à des catastrophes pour les animaux de compagnie, 4) l'état de préparation à des situations d'urgence pour les industries, 5) la sécurité des loisirs en plein air, et d'autres au besoin. Ces cours sont offerts tout au long de l'année et sont annoncés dans le journal local. Il est difficile d'inciter le grand public à y assister. Le site Web de la Ville de Coquitlam (www.coquitlam.ca) offre également des renseignements sur l'état de préparation aux situations d'urgence pour les personnes qui ont des ordinateurs et qui ont accès au Web.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

À l'heure actuelle, la Ville aurait recours à des méthodes physiques comme des campagnes de porte à porte, des haut-parleurs sur des véhicules d'urgence, des messages d'intérêt public aux médias et sur notre site Web, etc. On est en train d'examiner d'autres mécanismes pour alerter le public. Les méthodes techniques doivent être efficaces sur le plan des coûts et utilisables lors de situations d'urgence. L'éventuelle Canalerte présente un intérêt, mais on ne sait pas encore dans combien de temps ce système sera disponible. Tout système technique devrait avoir la capacité d'être utilisé d'un côté comme de l'autre de la frontière et, par conséquent, ce genre de système aurait tout intérêt à venir d'une autorité provinciale ou supérieure et pourrait donc être utilisé au besoin par une municipalité. L'utilisation des données du 911 est encourageante étant donné que par le passé, les systèmes axés sur le téléphone se fondaient uniquement sur les données des pages blanches et cet annuaire est déjà périmé lorsqu'il est publié. Le coût est également un autre facteur puisque le système est susceptible d'être utilisé peu fréquemment, mais il est essentiel lorsqu'on en a besoin.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Ce genre de système serait très utile.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non X
- Dans la négative, pourquoi? Voir ci-dessous.
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Il existe une certaine capacité d'interopérabilité directement entre la GRC et BC Ambulance par l'entremise du système ECOMM, quoiqu'on ne sache pas vraiment à quelle fréquence on l'a utilisé. Les services de pompiers et de sauvetage de Coquitlam sont en train de

revoir leur système radio et d'identifier un nouveau système. L'interopérabilité sera une fonction du nouveau système. La Ville de Coquitlam a également un véhicule de commandement en cas d'urgence qui est doté d'un équipement de communication qui assure une interopérabilité. En outre, lors d'une situation d'urgence, il constitue un endroit où les organismes d'intervention se rencontrent et établissent un commandement unifié au besoin.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Les fréquences radio pourraient être programmées dans les radios si le titulaire de la licence en donne la permission. Cela soulève également la question des frais des licences pour toutes les fonctions d'urgence, qu'il s'agisse d'appui aux premiers intervenants, aux planificateurs des mesures d'urgence, aux équipes de recherche et sauvetage, aux centres de commandement en cas d'urgence, ou tout autre dont l'objectif est de communiquer lors des situations d'urgence. Industrie Canada essaie à l'heure actuelle de faire en sorte qu'il y ait des licences pour toutes les radios et exige des droits. Lorsqu'on détermine ce à quoi ces radios servent, on devrait songer au coût des licences et il devrait refléter l'avantage public concernant la sécurité des gens. Par conséquent, on ne devrait s'attendre à exiger des droits que s'il y a des coûts attribuables de façon unique. Un examen de la structure d'attribution des licences serait utile pour satisfaire à cet objectif de politique publique. Les programmes d'urgence de Coquitlam seraient disposés à participer et à contribuer à une telle initiative.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

Nous n'avons pas une équipe propre aux incidents CBRNE; cependant, les services de protection incendie et de sauvetage de Coquitlam disposent d'une équipe spécialisée dans les matières dangereuses qui a reçu une formation dans divers domaines. Nous prévoyons que quatre membres de notre équipe Hazmat iront suivre le cours CBRNE à Ottawa et nous attendons la confirmation finale.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

Je crois que certaines personnes y ont déjà suivi des cours. Depuis que je suis à l'emploi de la Ville, personne n'est allé au Collègue canadien de gestion des urgences. La formation qui a été offerte aux diverses personnes l'a été par l'entremise du Programme provincial des situations d'urgence et elle est offerte par le BC Justice Institute. Les possibilités de formation sont toujours les bienvenues.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

Si l'on avait besoin de ces ressources, la Ville de Coquitlam y aurait accès par l'entremise du Programme provincial des situations d'urgence. Il existe une certaine interaction au niveau régional grâce à la représentation du MDN au Comité régional de planification des situations d'urgence (un comité local des gestionnaires des mesures d'urgence, et il y a un représentant au sein de ce comité). Lorsqu'il se réunit, des renseignements sont fournis quant à la capacité et les membres sont informés de ce qui se passe dans les municipalités en ce qui concerne la préparation aux situations d'urgence, l'intervention et la reprise.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Coquitlam
[traduction]

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Les équipes SARMU se composent de ressources hautement formées et spécialisées dont le maintien est dispendieux. La plupart des municipalités n'auraient pas les fonds nécessaires pour maintenir une équipe SARMU, mais pourraient à l'occasion avoir besoin de leurs services. Par conséquent, il serait logique que des équipes SARMU constituent une ressource régionale, provinciale ou fédérale qui pourrait être déployées au besoin. Le service serait offert à toutes les municipalités qui en ont besoin. Le fait d'avoir une équipe intégrée dans une municipalité précise donnerait des résultats tant et aussi longtemps que l'on se rend compte qu'elle constitue une ressource également pour les autres.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non Déterminé précisément pour les infrastructures essentielles municipales. Cependant, il y a un nombre élevé d'IE qui appartiennent à d'autres et que la Ville n'a pas examinées à fond (c.-à-d., les installations électriques, les canalisations de gaz haute pression, etc.)

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non Grâce à une évaluation des infrastructures essentielles de la Ville, on comprend ce qui est le plus essentiel et cela aidera à établir les priorités en matière d'intervention et de reprise.

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X Pas que je sache.
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X pas que je sache
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Par l'entremise du Joint Emergency Liaison Committee, du groupe de travail sur les infrastructures essentielles, des rapports plus étroits se sont développés avec des organismes privés. Cette initiative suit les dix secteurs des IE recensés par Sécurité publique Canada et elle a été complétée de façon à refléter les cotes jusqu'à y compris les collectivités. Cela veut dire que l'outil est beaucoup plus facile à utiliser et s'applique davantage au niveau municipal.

Coquitlam
[traduction]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **X**
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence. Oui, par l'entremise de notre groupe des services sociaux d'urgence, des fournisseurs privés ont été contactés pour aider les personnes évacuées si leurs produits étaient nécessaires (c.-à-d., aliments, abris, vêtements, etc.). Il ne s'agit pas de fournitures stockées, sauf pour ce qui est des stocks que ces organismes ont déjà.
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial X
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X(voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache X Oui, par l'entremise de BC Ambulance puisqu'elle se trouve sur les terrains de l'hôpital Riverview, à Coquitlam.
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Cornwall
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Cornwall
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Lisa Harvey, coordonnatrice communautaire de la gestion des situations d'urgence (CGSU) de la ville de Cornwall

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X (738 personnes au kilomètre carré)

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....X
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..X
- Toutes ces réponses X

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

  En 1998, pour la Tempête de verglas, une situation d'urgence a été décrétée

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

La tempête de verglas dans l'Est ontarien – la province a décrété une situation d'urgence

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Suivi les normes et le processus de GSUO - DDER

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Annuellement

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Très – Cornwall a recueilli des données que nous utilisons dans notre SIG. Une photo de l'emplacement de l'industrie, ce qui comprend des données sur les produits chimiques
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  Une évaluation nettement améliorée étant donné que les produits chimiques sont en tête de notre liste des dangers.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non

Cornwall
[traduction]

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

    La Police communautaire de la ville de Cornwall a mis en place un plan d'urgence/intervention policière dans le cas d'actes de terrorisme

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire hôtel de ville
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  SCI/SGI – une structure de commandement en cas d'incident est en place dans chaque service, mais nous n'avons pas encore mis ce système en œuvre pour le Centre de commandement en cas d'urgence ou dans le Plan d'urgence de la ville
- Dans la négative, pourquoi?

  On attend les lignes directrices du gouvernement fédéral ou provincial

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi? (Le service des incendies a des ententes de collaboration mutuelle)
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X (Cela dépend de la situation d'urgence.)
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

Cornwall
[traduction]

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité
- Le gouvernement provincial X PCPC
- Le gouvernement fédéral X PCPC

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X (PCPC) Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X (PCPC) Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Le processus du PCPC en place à ce moment-ci n'encourage pas les demandes pour des projets plus petits comme des exercices sur table ou des améliorations au Centre de commandement en cas d'urgence, ce qui est démontré par le fait que si une municipalité est acceptée pour ces petits projets, elle ne sera pas approuvée pour des projets de plus grande envergure comme une génératrice ou de l'équipement HAZ-MAT. Je pense que c'est une lacune dans le processus d'approbation.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Voir plus haut – une demande pour le PCPC passe maintenant par la province, puis va au gouvernement fédéral

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Une demande annuelle.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Suivre les exigences de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence*

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous

différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Une message enregistré peut être envoyé aux citoyens par téléphone. Système American Emergency Notification (CAN)
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

Bien que je sois assez satisfaite du Système AEN, j'aimerais explorer la possibilité d'avoir accès au système 9-1-1 inversé et d'avoir les infrastructures qui seraient nécessaires pour avoir notre propre système d'alerte.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X (câble local)Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Coût et accès du système
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Équipe HAZ-MAT de niveau II reconnue à l'échelle provinciale

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

Même s'il est intervenu de façon positive, à mon avis le collège devrait offrir un programme de relations avec les médias (formation de coordonnateurs de l'information en cas d'urgence)

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X (grande échelle) Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Lisa Harvey, CCGSU de Cornwall, a fait la liaison avec le sergent James Borer, manège militaire Highlanders de Cornwall S.D.G. Lisa a également terminé l'exercice d'opérations nationales au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre des Forces canadiennes à Kingston (4 au 8 juin 2007)

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

Nous avons assisté à des réunions, reçu une formation et nous échangeons des renseignements

Cornwall
[traduction]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

Cette équipe peut être déployée n'importe où; par conséquent, le coût pour la maintenir ne devrait pas être au niveau local.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale X
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

Cornwall
[traduction]

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire X Aucun pouvoir officiel nécessaire. Le gestionnaire de Cogeco, bureau de Cornwall, et moi-même nous sommes rencontrés et j'ai reçu une formation et on m'a remis les mots de passe de façon à ce que je puisse interrompre le système à partir de n'importe quel ordinateur via Internet. Ce système est vérifié tous les ans.

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres X

          Précisez le SMU de Cornwall a des fournitures stockées pour son usage. Cornwall a accès à deux caches de la RNSU
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache X
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Courtenay
Colombie-Britannique

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Mike Fournier, coordonnateur du Programme d'urgence de Comox Valley depuis 12 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Elles sont disposées à partager leur plan d'urgence, mais non leur évaluation des risques.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  Plus d'hypothèses

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Courtenay
[traduction]

GRC, Service de protection incendie, SUS, Douanes, BFC Comox et aéroport de Comox

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  BCERMS, Système de gestion des situations d'urgence de la Colombie-Britannique
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures X
- 72 heures
- 96 heures

Nous prêchons 72 heures au public

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies X
  - Service de police X
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale X

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Courtenay
[traduction]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Planification en cas de tsunamis et planification d'urgence des Premières nations

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Elle pourrait toujours en utiliser davantage

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Nous présentons une demande chaque année et nous obtenons au moins une subvention par année

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les frais généraux

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

NEPP, Programme de préparation d'urgence de quartier (deux cours de trois heures)

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? dépense
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Porte à porte, sirène mobile, stations de radio
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente) Messages téléphoniques automatisés
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Courtenay
[traduction]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non X
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Lors d'exercices

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Pas seulement entre nos organismes locaux

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

La BFC Comox compte sur une équipe mobile à laquelle on pourrait faire appel par l'entremise du PEP

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

Avons reçu seulement Agent d'information publique

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Courtenay
[traduction]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Elle travaille étroitement avec deux installations de soins prolongés.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence X
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées X (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial X
      - Précisez
    - Fournitures médicales X

Courtenay
[traduction]

        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache X
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Drummondville
Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

M. Claude Proulx, directeur général M. Steven F. Watkins, dga/Opérations
Ville de Drummondville

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....**X** **250 km^2**

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....**X**
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui **X** Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui **X** Non *Inondations / Tempête de verglas / Tornade*
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui **X** Non

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Une (1)

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non X *Le travail est réalisé en partie et est toujours en cours de réalisation*
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? *Le travail réalisé n'a pas été effectué en utilisant un processus normalisé*
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Une première évaluation est en cours

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....**X**
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non **X**)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non **X**)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non **X**
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non **X**

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non **X**
  - Dans la négative, pourquoi? *L'aspect criminel d'un tel acte relève de la Sûreté du Québec. Les aspects non criminels sont couverts par le plan d'intervention de la ville*

  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....**X**
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....**X**
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....**X**
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non **X**
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui **X** Non *Hôtel de ville / Caserne incendie / Ateliers municipaux Autres bâtiments des partenaires*

  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Drummondville

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui **X** Non *Structure administrative de commandement avec gestion de site*
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non **X**
- Dans la négative, pourquoi? *L'avancement du dossier des mesures d'urgence n'a pas encore traité cet aspect*
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui **X** Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Difficile de répondre sans connaître l'ampleur de la castastrophe. Ça pourrait varier de 24 heures à complètement autonome

Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non **X**
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....**X**
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....**X**
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....**X** *Croix-Rouge*

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité **X**
- Le gouvernement provincial **X**
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui **X** Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui **X** Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui **X** Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Participation financière aux frais encourus lors d'opération de sinistres et/ou de mesures préventives

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite **X** *Pour l'unique aspect inscrit au point précédent*
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Drummondville

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non **X** *Sauf au PCPC*

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non **X**
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Aucune demande n'a été formulée

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La mise à niveau du plan d'intervention local au niveau des objectifs nationaux nécessite des investissements importants, notamment en termes de ressources humaines

Nouvelle source de dépenses pour les municipalités. Les villes centres seront appelées à supporter plus que leur part au niveau régional

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non **X**
- Dans la négative, pourquoi? *Cet aspect n'a pas encore été analysé par la Ville*
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non **X**
- Dans la négative, pourquoi? *Cet aspect n'a pas encore été traité par la Ville*

Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? *Par la voie des médias Radio/Télé, Service Incendie*

Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Par l'utilisation du câblo-distributeur local et/ou ces appels automatiques d'urgence par serveur

- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?

Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non **X**
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui **X** Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

L'approche par appels d'urgence par serveur informatique permet de cibler uniquement le secteur sinistré et/ou visé par l'événement.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui **X** Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui **X** Non *Certains d'entre eux correspondent aux spécifications exigées par l'armée canadienne*
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Quotidiennement une partie des équipements

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non **X**

Sauf dans les cas d'un incident chimique

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non **X**

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non **X**
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non **X**

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui **X** Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui **X** Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non **X**
  - Dans la négative, pourquoi?

Les communications ont été établies lors d'un sinistre.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui **X** Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui **X** Non X
  - Dans la négative, pourquoi? *La vérification n'a pas été effectuée à ce jour*

- Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
  - o Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non **X**

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

N/A

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

N/A

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non **X**
- Dans la négative, pourquoi?

INEXISTANTE

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non **X**
- Dans la négative, pourquoi ? *INEXISTANTE*
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses **X**
- Veuillez expliquer votre choix

Dans le cadre d'un partage régional.

La responsabilité des recherches relève de la Sûreté du Québec et la Ville assure le sauvetage par son Service incendie. La Ville contribue financièrement auprès du Gouvernement du Québec pour obtenir une desserte sur son territoire par la Sûreté du Québec

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui **X** Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui **X** Non X *En partie seulement*

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui **X** Non *À l'Établissement Drummond*
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
- Oui **X** Non *En partie, par son Service incendie*
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Les équipements incendie du pénitencier Établissement Drummond, assure leur propre sécurité

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui **X** Non *Barrage / Poste électrique*
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui **X** Non **X** *En partie, Service incendie*
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune, le Gouvernement assure sa propre sécurité

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Une collaboration spéciale est demandée au secteur privé par la fourniture de services en cas d'urgence 24 h/24 h Un bottin téléphonique des ressources privées est maintenu à jour par la Ville en cas d'urgence.

Questions de suivi

(La municipalité n’a pas soumis de réponse aux questions de suivi)

Edmonton
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Edmonton
Alberta

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Robert Black, directeur, Bureau de la protection civile, Ville d'Edmonton
Neuf années d'expérience de la gestion de situations d'urgence auprès de la Ville et des Forces canadiennes

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine ..... 666 km^2
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Inondation

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les 10 ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Nous maintenons nos questions assez générales.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils n'en ont pas eu.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Edmonton
[traduction]

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Voir 2c plus haut

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas X

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....X

Réponse simple : Je n'ai vu ni l'une ni l'autre de ces organisations intervenir suite à un événement majeur dernièrement. Je n'ai aucune idée de leur état de préparation. Je ne ferais que spéculer.

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire. Nous avons un centre de commandement en cas d'urgence en propre qui est situé dans un de nos principaux postes d'ambulances.
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

SCI

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures X
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial

- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

L'Alberta n'offre pas de financement aux municipalités de plus de 20 000 habitants.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Voir 4d

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Les montants offerts sont trop petits et le processus est trop restrictif.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

En temps normal, nous présentons une demande par année et nous avons eu du succès chaque fois.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Aucun problème concernant le financement de la municipalité. Nous aimerions voir un financement soutenu du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial plutôt que des subventions.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons un programme communautaire de protection civile qui met l'accent sur la préparation de la majorité de nos citoyens à s'auto-suffire lors d'une situation d'urgence de façon à ce que nous puissions nous attaquer aux problèmes de la minorité restante qui a vraiment besoin de notre aide.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? Alberta Emergency Public Warning System. Nous pouvons interrompre les émissions de radio et de télévision pour diffuser des messages d'urgence.

- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non X
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Il y a des canaux mutuels disponibles sur les radios des premiers intervenants, mais ils sont rarement utilisés.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Évidemment, que signifie « gérer »? Nous avons la capacité d'intervenir lors d'un événement et de l'évaluer.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

Environ une personne aux trois ou quatre ans. Pas beaucoup dans une ville de plus de 700 000 habitants

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Edmonton
[traduction]

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Aucune

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Aucune

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Très informel

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X (voir 1b)
  - À la radio locale X
  - À la télévision locale X
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

Edmonton
[traduction]

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire X

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence X
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Gatineau
Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Jacques Rathwell, Responsable, Bureau de la sécurité civile, 10 ans d'expérience

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Gatineau

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Nous avons utilisé un guide produit par le ministère de la Sécurité publique du Québec pour réaliser notre étude de vulnérabilité en 2003.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Au besoin, lorsque de nouvelles informations nous portent à croire que notre évaluation du risque doit être modifiée.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Certaines entreprises partagent des renseignements, d'autres sont réticentes. Nous avons mis sur pied un Comité mixte municipalité – industriel afin de travailler en collaboration avec les industries et harmoniser nos plans d'intervention.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  Ce manque de renseignements ne permet pas une analyse juste des risques que peuvent représenter certaines industries. Il est donc extrêmement difficile de planifier une intervention adéquate

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Les services d'urgence, l'organisation municipale de sécurité civile et les partenaires.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

Notre municipalité dispose d'un plan de sécurité civile, de 15 plans d'intervention particuliers et d'un plan d'évacuation et de confinement. De plus, diverses formations et exercices ont eus lieu pour mieux préparer les intervenants municipaux.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas X

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance....
- J'ai confiance.....X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre municipalité dispose d'un centre de coordination principal et d'un centre substitut.

Gatineau

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  Gestion d'un lieu de sinistre selon le modèle préconisé par le Ministère de la Sécurité publique du Québec.
- Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures X
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

  Il est difficile de répondre car selon l'ampleur du sinistre, la capacité de la municipalité peut être rapidement dépassée.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Il n'y a pas d'évaluation des besoins de financement actuellement. Dans le cadre du schéma de sécurité civile qui sera requis prochainement par le Gouvernement du Québec, la municipalité sera tenue d'identifier des actions concrètes. Il sera alors possible d'évaluer les besoins de financement.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les fonds sont très limités et peu de projets sont retenus.

Gatineau

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Les fonds sont très limités et peu de projets sont retenus

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Notre municipalité a fait 5 demandes. Une seule a été retenue et financée.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les budgets alloués à la gestion des urgences sont minimes. Il est très difficile d'obtenir des fonds pour se préparer à des sinistres potentiels alors que les municipalités doivent composer quotidiennement avec des problèmes urgents et une insuffisance de fonds.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Publication et diffusion d'un guide pratique de mesures d'urgence, articles dans la Revue municipale, dépliants d'information, pages Web sur le site internet de la Ville.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Un projet est présentement à l'étude
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Par la voie des médias, le porte à

porte, etc.

- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

La ville loue la plate-forme technologique sur laquelle repose le système. En fonction du devis de soumission et du contrat octroyé, le système doit être fonctionnel en tout temps. Les premiers intervenants ont tous reçu une formation sur l'utilisation du nouveau système de communication.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Le système est le même que celui du Gouvernement du Québec. Présentement la Sûreté du Québec utilise le système. Les ministères du Transport, des Parcs et de la Faune devraient migrés prochainement vers ce système.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Gatineau

La ville de Gatineau a été retenue par le gouvernement provincial pour l'implantation d'une équipe spécialisée CBRN. Cette équipe devrait être fonctionnelle à compter de 2008, une fois la formation complétée.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

Bien que nous n'avons pas de plan spécifique pour gérer une cyberattaque, nous estimons disposer des ressources nécessaires pour cela.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Gatineau

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales X
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
    - Aliments et eau X
    - Autres
      - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

Gatineau

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)X
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Granby
Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Robert Duval coordonnateur à la direction générale

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)? 380,43

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine x

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....x
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui x Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Verglas 1998

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

verglas

Granby

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi? budget
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non x
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée x
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....x
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....x
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Plusieurs à des endroits différents….communication, génératrice etc…

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

???

Granby

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui x Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures x
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique x
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies x
  - Service de police x
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....x
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale x

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité x
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non x
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Aléatoire

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui Non x

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

?????

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non x

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Granby

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Pas fait

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Le budget est limité

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Médias locaux

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui x Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui x local Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non ????
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi? Coûts
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Je ne crois pas

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Je ne crois pas

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non x
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui x Non

Granby

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non x
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non x
  - Dans la négative, pourquoi? C'est à vous de me le dire
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non C'est quoi

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5 ??????????????????????????66

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui x Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui x Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non

Granby

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias x
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)

        - Équipement d’urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales x
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) x
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non x

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu’il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J’ai accès à une cache
    - J’ai accès à une cache et peux en confirmer l’utilité
    - On m’a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède x

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Grande Prairie
Alberta

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Bill Walker – directeur des Services de protection. J'ai plus de 30 ans d'expérience dans les interventions lors de situations d'urgence auprès des services d'incendie et en cas de catastrophe de la Ville de Grande Prairie et de la région. Je supervise actuellement les activités du département de protection-incendie, de la GRC, des Services d'exécution de la loi et des Services d'ambulances pour la Ville de Grande Prairie. Je suis également le directeur adjoint des services en cas de catastrophe et je dirige les processus de planification en cas de catastrophe de la ville et de la région depuis 20 ans.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

La Ville compte 47 076 habitants sur une superficie d'environ 24 milles carrés. La collectivité est de nature urbaine et elle sert de centre de services pour la région, dont la population est de plus de 250 000 habitants.

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

Nous avons une grande industrie dans la ville ainsi que dans la région. Nous sommes à environ 140 km de la frontière entre l'Alberta et la C.-B. La Ville de Grande Prairie est une plaque tournante du transport aérien pour le Nord. Les grandes industries dans la Ville et la région comprennent la transformation et l'exploration du gaz et du pétrole, l'industrie forestière et du traitement de la pâte, des industries agricoles connexes, le tourisme et des industries dans la Ville de Grande Prairie pour desservir la région (le Nord-Ouest de l'Alberta et le Nord-Est de la Colombie-Britannique). Il y a un potentiel pour un incident avec de nombreux blessés dans la région.

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Inondations, tornades, défaillance du système d'aqueduc pendant quatre jours, incidents avec des matières dangereuses, contamination de l'eau

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Elle n'en a pas fait depuis plusieurs années. Une évaluation sera faite dans le cadre du passage à un processus et plan régional.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)

Grande Prairie
[traduction]

- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Un peu

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi? Ce n'est pas considéré une priorité. Ce sera probablement inclus dans la planification à venir.
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

La Ville de Grande Prairie a appuyé activement des améliorations à tous les services d'urgence et services en cas de catastrophe au cours des 10 dernières années. Nous avons amorcé un processus régional pour nous assurer que toutes les municipalités planifient ensemble et sachent qu'elles peuvent compter l'une sur l'autre pour des services en cas de catastrophe. Nous avons un plan d'opérations d'urgence en temps de paix qui est à jour et plusieurs plans d'éléments constituants. Ces plans sont mis à jour régulièrement et des améliorations continuent à être apportées chaque fois qu'ils sont révisés.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....X Historique limité d'aide

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non Nous avons aussi un Centre de commandement en cas d'urgence de relève
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

L'accent a été mis sur la gestion de site. Nous sommes en train de donner une formation et de passer au modèle SCI.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Grande Prairie
[traduction]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies X
  - Service de police X
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Cela fait partie de la planification normale des activités ainsi que de tous les autres services

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

  On devrait s'en servir pour encourager des systèmes régionalisés et fournir une base de financement plutôt que des projets seulement.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

    Comme la province

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Tous les deux ans approximativement, selon les projets

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

- Pas de financement de base pour les processus en cours
- Le financement continue à être axé sur des projets individuels plutôt que pour encourager des approches régionales
- Pas de modèle d'infrastructure pour les composantes principales (communications, formation, outils de gestion, logiciels et matériel).

Grande Prairie
[traduction]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non Limité
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Renseignements sur le site Web seulement

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non X

Les principaux intervenants ont accès au système provincial. Mais il faut un système SIG pour donner une notification directe.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Accès limité aux médias, en particulier en raison de la télévision et de la radio par satellite

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non X Certains
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non

- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Une planification est en cours par la province pour un système

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non X

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

Je ne suis pas au courant

Grande Prairie
[traduction]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial X
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

Processus limité pour le faire

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Aucune

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Grande Prairie
[traduction]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Ce n'est pas important pour l'instant

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X (voir 1b)
  - À la radio locale X
  - À la télévision locale X
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale X
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées **X** (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
      - Précisez

- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache X
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Grand Sudbury
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Grand Sudbury
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ville du Grand Sudbury
Lynn Fortin, CCGSU
2 ans

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Nous avons modifié le gabarit de façon à inclure d'autres renseignements

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Annuellement

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Aucun problème

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Ils ont fourni un point de vue du secteur privé

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Grand Sudbury
[traduction]

- Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Police

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée....X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....X
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....X
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre centre de commandement en cas d'urgence est hébergé dans une école secondaire rénovée qui est maintenant un centre de services de protection, SMU, Police, protection incendie et gestion des situations d'urgence. Nous avons rénové un secteur au deuxième étage pour accueillir le centre de commandement en cas d'urgence. Ce dernier possède une ligne téléphonique indépendante, ainsi que des systèmes informatiques. Génératrice de secours également.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Nous sommes à l'heure actuelle en train de former le personnel principal à une SGI pour le centre de commandement en cas d'urgence. Nous n'avons pas encore examiné la question d'une SCI pour le site.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi? Nous n'avons pas encore communiqué avec les municipalités environnantes. Nous attendons de terminer le centre de commandement en cas d'urgence et d'avoir toutes les politiques et procédures pour voir comment les collectivités s'intégreraient au plan.
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Le Grand Sudbury est la plus importante collectivité du Nord de l'Ontario. Notre voisin le plus près est North Bay, soit 1,5 heure de route. Si nous avions besoin d'aide, ou s'ils avaient besoin d'aide, nous devons réagir immédiatement et ne pas être retardés par des questions de procédures.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures X
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

Grand Sudbury
[traduction]

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....X
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) X

Génératrices et construction du centre de commandement en cas d'urgence

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Processus long et difficile. Les approbations prennent trop de temps.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Processus long et difficile. Les approbations prennent trop de temps

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

J'ai des dossiers depuis 2004. Nous avons réussi à obtenir des fonds chaque année.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Les attentes du grand public. La population pense que la ville apportera son aide immédiatement lors d'une urgence. Le conseil n'est pas prêt à fournir les fonds pour l'élaboration d'un programme global.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Site Web, programme scolaire, brochures, activités publiques, affiches dans les mails

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Grand Sudbury
[traduction]

Le financement n'est pas disponible. Nous estimons que des systèmes de diffusion de messages d'alerte au public comportent des lacunes qui n'ont pas encore été résolues. Avec l'approbation pour un accès aux données du 911, nous réévaluerons notre position.

À l'heure actuelle, nous nous servons de la radio de la SRC-CBON comme station de diffusion des messages d'urgence. Nous avons recours à tous les médias disponibles. Nous utilisons le site Web de la Ville.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les systèmes actuels ne sont pas compatibles. Nous avons 10 radios encodées qui peuvent être déployées sur un site d'urgence et au centre de commandement en cas d'urgence.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

On ne m'a jamais fourni de renseignements.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

Grand Sudbury
[traduction]

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non ?
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

À l'heure actuelle, nous n'avons aucune entente formelle avec le secteur privé. Nous avons des représentants de l'industrie et du secteur privé au sein de notre comité du Programme de gestion communautaire.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

Grand Sudbury
[traduction]

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus X

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède X

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Guelph
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Harry Dunning, coordonnateur communautaire de la gestion des situations d'urgence, Ville de Guelph. Policier du Service de police de Guelph à la retraite, six ans en tant que CCGSU.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

86,72 kilomètres carrés

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine ....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X **chemin de fer, routes**
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X

Guelph
[traduction]

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Nous avons utilisé le processus qui nous a été fourni par Gestion des situations d'urgence Ontario.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Nous révisons notre détermination des dangers et évaluation des risques tous les ans.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non) **La province passe en revue et approuve notre travail tous les ans.**
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Nous avons un groupe de l'industrie et de la municipalité qui se réunit pour échanger des renseignements sur les questions liées à la gestion des situations d'urgence. L'industrie fournit des renseignements qui ont trait aux risques dans la collectivité concernant l'utilisation des organismes de première intervention.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

Cela nous aide à comprendre et à planifier en fonction des risques dans la collectivité.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi? **Bien que cela soit sans aucun doute une préoccupation pour toutes les collectivités, cela n'a pas été reconnu comme étant l'un de nos grands risques.**
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas X

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire **Nous avons identifié un centre de commandement en cas d'urgence principal et un centre secondaire dans des bâtiments de la municipalité. Les deux sont reliés à une alimentation de secours. Nous avons des communications, un 9-1-1 de secours, etc.**

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

À l'heure actuelle, nous utilisons le système de gestion de site de concert avec notre groupe de contrôle des opérations d'urgence. Nous passerons au système de gestion des incidents dès que Gestion des situations d'urgence Ontario le déploiera.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi? **Nous n'en n'avons pas avec toutes les collectivités. Nous avons fourni un projet d'entente à une municipalité avoisinante et nous espérons qu'elle le signera.**
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Il est difficile de donner une réponse en heures. Je dirais que cela dépend de l'ampleur et du genre de situation d'urgence.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....

- Organisation de mesures d'urgence locale.....X
- Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Des demandes budgétaires par le coordonnateur communautaire de la gestion des situations d'urgence par l'entremise du directeur des Services d'urgence au conseil municipal.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation X
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....X **équipe et équipement HazMat**
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Nous présentons une demande de fonds fédéraux du PCPC par l'entremise de Gestion des situations d'urgence Ontario. C'est la base de ma réponse à cette question. Je ne suis pas au courant d'autres possibilités de financement de la province.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite X
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite

- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Le paiement semble prendre beaucoup de temps une fois tous les papiers remplis et envoyés. S'il s'agit d'un montant important qui nécessite une vérification, il faut encore plus de temps.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

La collectivité fait une demande chaque année (depuis que j'y suis) et obtient des fonds la majorité du temps. Nous avons essuyé un refus à quelques reprises. Nous avons représenté une demande une fois et elle a été approuvée.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Que le gros des coûts soit pris en charge et que les exigences prévues par la loi auxquelles les municipalités doivent se soumettre (comme la formation) fassent l'objet d'une aide financière.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons une grande section sur notre site Web à Guelph.ca et les documents en

double dans notre système de bibliothèques. Nous tenons chaque année une journée de préparation en cas d'urgence et nous sommes en train d'élaborer un guide sur la préparation en cas d'urgence qui sera distribué à tous les ménages. Nous avons des messages d'intérêt public qui sont diffusés à la radio locale. Nous faisons des exposés à des groupes communautaires sur demande.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il? **Le système puise ses données téléphoniques de la cartographie et les envoie avec un message enregistré à un système de connexion haute vitesse.**
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

Nous n'avons pas eu à l'utiliser dans une véritable situation d'urgence encore, il est donc difficile d'en donner une bonne évaluation.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non X
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous aimerions pouvoir interrompre les émissions et ajouter un défilement d'information aux émissions de télévision présentées à l'échelle locale.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les organismes de première intervention ont leurs propres calendriers de mise à l'essai et de formation. Les nouveaux employés reçoivent une formation à l'égard du

système. Une utilisation pratique est en cours. Les exercices utilisent les fonctions d'interopérabilité.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

La police a accès à un canal commun provincial, tout comme les pompiers. Nous pouvons interagir avec Gestion des situations d'urgence Ontario par téléphone, ordinateur, satellite et radioamateur.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

Nous avons des mesures en place pour nous protéger contre une cyberattaque et pour nous informer d'une telle situation. Si une telle attaque devait se produire, nous prendrions des mesures d'atténuation.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

Il est difficile pour les plus petites collectivités d'avoir accès à la formation CBRNE offerte en raison de la demande pour suivre une telle formation et en raison de la notion d'équipe qui est nécessaire.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

Nous avons rencontré les membres du personnel de liaison et nous les avons inclus dans nos exercices, les possibilités de formation, etc.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X **Nous sommes en train de former une équipe pour les espaces clos en ce moment. Cette équipe dispose de certains équipements. Nous nous tournerions vers l'équipe SARMU de Toronto pour de l'aide.**

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Guelph
[traduction]

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non Planification de la continuité des opérations. Une autre initiative actuellement en cours.

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X **– nous n'avons pas été informés de quoi que ce soit.**
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non X **– si ce n'est de l'intervention des policiers, des pompiers, du SMU.**
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Les propriétaires d'infrastructures essentielles du secteur privé nous ont assurés qu'ils ont en place des plans de continuité des opérations et nous leur avons fourni des renseignements sur les personnes à contacter en cas d'urgence afin de permettre une interaction lors d'une situation d'urgence.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence **X** – Des ententes avec le réseau de distribution de carburant.
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial
      - Précisez
    - Fournitures médicales X – Le Centre d'accès aux soins communautaires

stocke des fournitures en cas de pandémie dans nos installations.
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X – La Croix-Rouge canadienne a en stock des lits, des couvertures et des trousses de confort dans nos installations.
    - Aliments et eau
    - Autres
        - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Halifax
Nouvelle-Écosse

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Barry Manuel
Coordonnateur des mesures d'urgence
Municipalité régionale de Halifax
(Je suis le coordonnateur pour la MRH depuis 1997 et j'ai de solides antécédents en gestion des situations d'urgence pour ce qui est de la protection civile et des interventions réelles à grande échelle)

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine ....X ***(la superficie est d'environ 5 000 kilomètres carrés)***

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X **Les trois**
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Lors de l'ouragan Juan, la municipalité a décrété l'état d'urgence local.

Halifax
[traduction]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé?
  - Un processus fédéral normalisé?

La province est actuellement en train d'élaborer une norme pour l'évaluation des dangers, des risques et de la vulnérabilité (EDRV)

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

La dernière évaluation des risques a été faite en 1990, puis mise à jour en 1996 et en 1999. À l'heure actuelle, on prépare un appel d'offres en vue d'une EDRV complète qui serait faite en 2007

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences .....
- Administration municipale .....
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

Intervenants actuels : Pompiers, policiers, travaux publics, Commission de l'eau, BGU, MDN, autorité portuaire, approvisionnement. Le BGU de la province est consulté. D'autres organismes fédéraux, non gouvernementaux et du secteur privé seront consultés au besoin.

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Aucun problème découlant de l'évaluation des risques de 1990, 1996, 1999.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

On s'attend à ce que l'industrie soit moins disposée à fournir des renseignements lors de l'EDRV de 2007 en raison des changements survenus dans le monde depuis les incidents du 11 septembre. Si cela se produit, l'incidence sera grande sur la fonctionnalité de l'EDRV dans les secteurs industriels et connexes.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Police, protection incendie, services paramédicaux, BGU

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

Notre plan a été utilisé par le passé dans le cadre de plusieurs situations d'urgence à grande échelle et s'est avéré efficace.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

Le gouvernement fédéral doit comprendre et accepter son rôle lors d'une intervention suite à une situation d'urgence à grande échelle et lors de la reprise, et il doit aussi entretenir de meilleurs rapports avec les organismes fédéraux d'intervention dont le siège est situé à l'extérieur de la région et les bureaux locaux de ces mêmes organisations fédérales.

Halifax
[traduction]

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

L'actuel BGU de la province a toujours donné son appui à notre municipalité lors d'une intervention d'urgence, et ce, au plus haut niveau.

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Le SCI est un système fonctionnel auquel doivent tendre tous les organismes et il se fonde sur les ressources de commandement. Cependant, la municipalité est très souvent tenue d'atténuer un événement alors qu'elle n'exerce pas un contrôle (commandement) sur toutes les ressources ou tous les organismes qui interviennent. À ce moment-là, elle doit gérer et non commander. C'est pour cette raison que la MRH emploie en plus du commandement en cas d'incident les principes de la gestion dus lieu d'une catastrophe (GLC) tels qu'ils sont enseignés par le Collège canadien de gestion des urgences. Ces principes enseignent la façon de gérer les commandants plutôt que d'essayer de commander les ressources qui ne relèvent pas de la municipalité. Remarque : La GLC ne peut à elle seule suffire, elle n'est qu'une autre couche qui s'ajoute à n'importe quel système de commandement ou de gestion, mais elle est conçue pour travailler avec des systèmes multiples, divergents de commandement. La GLC a donné de bons résultats pour la municipalité, à de nombreuses reprises depuis qu'elle a été utilisée pour la première fois lors de l'écrasement de l'avion du vol 111 de Swissair en 1998.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Tout dépend de la nature de l'événement et on ne dispose pas d'une définition claire du mot « catastrophe » dans ce contexte. Elle devrait vraiment mettre l'accent sur les services à fournir aux résidants, et à quel niveau. Ensuite, la municipalité déterminerait l'ordre de priorité des services étant donné que quelques-uns peuvent être réduits ou éliminés pendant de brèves périodes, ce qui permet de réorienter d'autres ressources vers les services essentiels ou les services essentiels à la mission cernés.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale .....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

Il vaut mieux recenser et repérer les fournitures essentielles dont on aurait besoin plutôt que de tout simplement en accumuler des stocks. De nombreuses fournitures ont une durée de conservation et l'entreposage de fournitures qui ne sont pas utilisées ou qui ne font pas l'objet d'une rotation est en soit inefficace. Il vaudrait mieux repérer ces fournitures à l'avance et avoir des procédures en place pour s'assurer de les acquérir et de les utiliser au besoin.

Une partie de la planification de la continuité des opérations que chaque municipalité et chaque service de chaque municipalité devrait mettre en pratique serait de déterminer les fournitures et ressources essentielles dont chaque service a besoin pour fournir ses services essentiels et services essentiels à la mission. Par-dessus tout, les BGU locaux peuvent alors déterminer les fournitures globales, le cas échéant, qui

seraient nécessaires, en sus des départements.

À titre d'exemple, lors des incidents du 11 septembre, la municipalité a eu besoin de 8 000 lits pour les passagers des avions qui avaient dû se poser dans la région. On n'utilise pas de façon efficiente l'argent des municipalités en entreposant des milliers de lits en prévision d'une utilisation éventuelle. Il est plus efficace de déterminer où se trouvent les lits et comment y avoir accès lors d'une situation d'urgence (ce qui a été fait avec succès lors de cet événement).

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Les besoins de financement se fondent sur une combinaison de l'évaluation des risques et des rapports après action produits à la suite d'interventions d'urgence à grande échelle antérieurement.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

La municipalité a été en mesure d'avoir accès à un financement à coût partagé de la province à plusieurs reprises pour acheter d'autres génératrices qui serviraient lors d'une intervention d'urgence reliée à des centres de « confort » ou de « réchauffement ».

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite X
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Les municipalités sont tenues de présenter des budgets équilibrés et très souvent, le financement pour la gestion des situations d'urgence est réduit ou éliminé pour permettre à la municipalité de fournir les services quotidiens actuels. Par conséquent, il devrait y avoir plus de fonds affectés à la gestion des situations d'urgence mis à la disposition des municipalités par le gouvernement provincial afin de permettre aux municipalités d'atteindre un niveau de préparation plus élevé.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

La province ne reçoit pas suffisamment de fonds du PCPC du gouvernement fédéral pour lui permettre de financer un pourcentage assez élevé des demandes de fonds du PCPC de la municipalité.

Le processus de demande actuel concernant le PCPC au niveau provincial exige des municipalités qu'elles présentent des propositions à l'avance des budgets municipaux et compte tenu de la portion élevée de refus de financement à l'heure actuelle en raison du manque de fonds fédéraux, il y a souvent beaucoup d'incertitude pour la municipalité lorsqu'elle discute de son budget quant à savoir si elle obtiendra des fonds du PCPC advenant que la portion municipale du financement soit approuvée.

Ce problème pourrait être résolu en affectant plus d'argent au programme PCPC, ce qui ferait accroître la probabilité que les demandes soient approuvées ou de faire approuver les demandes du PCPC au niveau provincial avant que ne débutent les délibérations sur les budgets municipaux.

Halifax
[traduction]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

La municipalité a présenté plusieurs demandes au fil des ans et son taux de réussite est moyen, quoique si les modifications mentionnées à la dernière question étaient mises en œuvre, la municipalité obtiendrait plus de fonds du PCPC.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Pas suffisamment de ressources humaines pour maintenir les niveaux de préparation requis.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous avons créé des groupes de planification locaux que l'on appelle des équipes d'élaboration de « plans conjoints de gestion des urgences », ou équipes PCGU. Chaque équipe PCEU reçoit une formation en protection civile au niveau familial ainsi qu'à celui de la coordination, par l'entremise du BGU, des besoins des municipalités lors d'une situation d'urgence. À l'heure actuelle, les équipes PCGU ne se trouvent que dan les régions rurales, mais l'idée a du mérite dans un cadre urbain aussi et doit être généralisée.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

La municipalité utilise plusieurs méthodes pour diffuser des messages d'alerte. Elle a des ententes avec les diffuseurs locaux afin que des radioamateurs s'installent dans les stations de radio pour que les messages d'urgence envoyés par la municipalité puissent être reçus par le diffuseur même si l'infrastructure habituelle des télécommunications est interrompue. En outre, la plupart, voire la totalité des radiodiffuseurs locaux ont ajouté des génératrices de secours dans leurs studios et pour leurs tours de transmission.

La municipalité a également une entente avec un radiodiffuseur local qui se spécialise dans les messages préenregistrés pour les voyageurs, ce qui permettra au BGU de prendre en

charge la bande de radiodiffusion de la station lors d'une situation d'urgence afin d'envoyer des messages d'intérêt public. Il existe aussi de l'équipement spécialisé qui permet à la municipalité de « diffuser en direct » advenant un besoin urgent d'envoyer un message et l'impossibilité de communiquer avec le personnel de la station.

La municipalité essaie aussi de se coordonner avec les radiodiffuseurs pour diffuser des messages d'intérêt public (MIP) urgents à des moments précis de façon à ce que les résidants qui disposent de radios alimentées par des piles puissent allumer leurs appareils à un moment précis pour écouter le MIP et, par conséquent, conserver les piles au lieu d'écouter une programmation commerciale de 58 minutes pour entendre le MIP de trois minutes et gaspiller les piles de la radio.

La municipalité a un système de connexion téléphonique commercial qui lui permettra d'envoyer des accusés de réception des messages. Le système fera 72 appels simultanés et il est convivial.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Cela doit être mis en œuvre à l'échelle nationale et doit être obligatoire pour les radiodiffuseurs et les réémetteurs. Il faut établir des protocoles afin de déterminer qui peut amorcer la diffusion d'un message d'urgence et avec quelle rapidité il peut être ajouté au système.

En outre, il faut songer aux résidants qui ne regardent pas la télévision ou qui n'écoutent pas la radio au moment d'une urgence, ainsi qu'aux personnes qui sont dans des centres commerciaux, qui pratiquent du sport ou qui sont dans des installations de congrès, par exemple.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non X
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Il n'y a pas assez de formation sur l'interopérabilité en ce moment. La province a créé

un groupe de travail sur l'interopérabilité radio afin de trouver des solutions.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Certains systèmes, pas tous, offrent des fonctions comme « le renvoi », ce qui permet aussi l'interopérabilité radio.

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

La formation est suffisante au collège et le programme de formation permet à des participants de tout le pays de se rencontrer, d'apprendre et de réseauter. C'est le premier pas pour créer une norme nationale qui permettrait aux gens qui ont reçu une formation dans la gestion des situations d'urgence à grande échelle d'être déplacés depuis une zone non touchée du pays vers une zone qui a besoin de cette ressource, ce qui est semblable aux pompiers qui luttent contre les incendies de végétation. Cependant, entre-temps, il n'y a pas assez de possibilités (sièges) de formation offertes aux municipalités pour répondre à leurs besoins actuels.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non

- Dans la négative, pourquoi?

Des membres des Forces canadiennes (FC) font partie d'un grand nombre des comités de gestion des situations d'urgence de notre municipalité et de groupes de travail et de nombreux membres des FC prennent part à la formation, aux ateliers et aux exercices d'urgence du BGU de la municipalité.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

Des réservistes et des membres de la force régulière reçoivent le même traitement que les municipalités. La municipalité consacre du temps à la création d'agents de liaison avec des militaires qui se spécialisent dans le programme de gestion des situations d'urgence de la municipalité et qui, aussi, par leur service, connaissent les protocoles militaires, ce qui leur donne par conséquent le lien nécessaire avec la municipalité. La province fait également partie de ce protocole.

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui X Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Halifax
[traduction]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral X
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

Fera aussi partie de l'EDRV qui devrait être en vigueur au cours du présent exercice

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non

- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

L'EDRV de 2007 sera utilisée pour déterminer à qui appartiennent les infrastructures essentielles, la relation avec la municipalité et ses citoyens et ce qu'il faut faire pour s'assurer que ses infrastructures demeurent en place.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence

Halifax
[traduction]

- Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
- Fournitures stockées (voir 2b)
  - Équipement d'urgence spécial X
    - Précisez (génératrices)
  - Fournitures médicales
  - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
  - Aliments et eau **
  - Autres
    - Précisez

- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui X (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme X
  - J'ai accès à une cache X
  - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité X
  - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
  - Non à tout ce qui précède

**REMARQUE : Il existe énormément de ressources dans notre pays qui peuvent être utilisées lors d'une situation d'urgence. Il faut faire attention de ne pas entreposer des ressources qui sont déjà disponibles. Une fois des ressources entreposées, elles doivent être entretenues pour s'assurer qu'elles demeurent opérationnelles. Il y a peu de valeur à disposer d'une ressource sur papier qui est périmée ou inutilisable. Avec les lois actuelles sur les situations d'urgence, les gouvernements ont la capacité de réquisitionner les ressources lors de crises et de les déployer pour le bien public. Il faut parvenir à un équilibre entre la nécessité d'entreposer et le résultat final d'avoir des réserves. Un meilleur système serait de cerner les ressources essentielles et d'avoir un système de repérage en place qui indiquerait où elles se trouvent dans la province (et, éventuellement, au pays) en tout temps. Tous les paliers de gouvernement et ONG auraient accès à ce système pour y effectuer des recherches et aussi maintenir leurs segments. Il s'agirait là d'une utilisation plus efficace des ressources plutôt que d'entreposer des matériaux que l'on laisse vieillir.

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Halton Hills
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Chef adjoint, Harry Olivieri, Service des incendies et de la protection civile de Halton Hills
CCGU Ville de Halton Hills

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

Halton Hills
[traduction]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Tous les ans

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....
- Santé publique .....
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui Non X
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc., particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Caserne de pompiers principal

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

En attente des directives de la province

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Halton Hills
[traduction]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Difficile de répondre, car tout dépend de la situation

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

À ce moment-ci, selon la situation

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Trop rigides

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Halton Hills
[traduction]

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Aucune

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Amélioration des paramètres de financement

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non X
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non X
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Les systèmes sont utilisés tous les jours

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui Non X

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui X Non

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1 X
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

Difficile d'évaluer, car cela fait partie de la formation courante.

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

Nous avons accès au système régional et provincial.

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale
- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées **X** (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial **X**
      - Précisez – lié aux incendies et travaux publics
    - Fournitures médicales X

        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) **X**
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-dessus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède **X**

Hamilton
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Hamilton
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Ville de Hamilton (Ontario)

Richard Kinchlea, coordonnateur des mesures d'urgence (CMU)
À l'emploi de la Ville de Hamilton depuis oct. 2004
Débuté comme CMU adjoint, devenu « intérimaire » en avril 2006, plein temps en sept. 2006
Environ 5 ans d'expérience préalable sur une période de 15 ans
Effectué des travaux de premier cycle dans le domaine

Carla McCracken, coordonnatrice des mesures d'urgence (CMU suppléante)
À l'emploi de la Ville de Hamilton depuis sept. 2006
Environ trois ans d'expérience préalable
Effectué des travaux de premier cycle dans le domaine (maîtrise)

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état

d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Nous n'avons jamais « officiellement » décrété une situation d'urgence, préférant gérer les crises de notre mieux avant de demander de l'aide. Nous activons en moyenne le centre des opérations d'urgence une ou deux fois par année pour diverses raisons (tornade, problèmes à l'usine de traitement d'eau, pénurie d'ambulances).

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

Actuellement, nous refaisons notre processus pour qu'il soit plus détaillé que le modèle provincial

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

Dernière évaluation des risques effectuée en 2004, révisée tous les ans depuis.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

Hamilton
[traduction]

Jusqu'à présent, elles sont passablement disposées étant donné qu'aucun renseignement signalétique précis n'a été exigé et qu'on dispose de renseignements globaux dans de nombreux cas. Cela n'inclut pas l'évaluation de l'infrastructure essentielle qui posera des problèmes plus importants. Toutefois, pourrait survenir dans notre processus actuel.

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Oui, mais il n'est pas complètement élaboré. Un autre projet qui est en cours.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

Bien entendu, tout dépend de ce que vous entendez par « majeure ». Nous sommes prêts à faire face à n'importe quelle situation, y compris une « Katrina »; le succès de l'intervention dépendra beaucoup de la situation, des ressources internes et externes à notre disposition et du moment de l'arrivée des ressources externes.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....X
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Notre principal centre de commandement en cas d'urgence ainsi que nos centres secondaires sont des installations qui « se renforcent mutuellement », étant bien entendu que ces utilisations ont la priorité advenant une crise.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

- Dans la négative, pourquoi?

Nous avons une entente de principe visant à mettre en œuvre un modèle de SGI, mais nous attendons une orientation ou des lignes directrices de la province.

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

Je pense que ces ententes sont une très bonne idée, mais pas une nécessité. Il n'incombe pas « nécessairement » aux municipalités environnantes de s'entraider. De plus, advenant une situation d'urgence à grande échelle, une telle aide peut ne pas être disponible et, par conséquent, on ne peut compter sur cette aide entièrement. Les ententes sont un outil utile dans un coffre à outils d'événements incertains.

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Je ne peux répondre. Tout dépend beaucoup de l'ampleur et de la nature de la situation d'urgence. Si nous avons perdu toute alimentation électrique, ce serait beaucoup plus court, mais nous avons survécu pendant trois jours lors de la grande panne.

Hamilton
[traduction]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique X
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies X
  - Service de police X
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale X

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Un plan de travail annuel convenu par l'entremise de l'administration municipale, y compris des responsabilités prévues par la loi.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention X
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE X
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

Cela découle du PCPC – je ne suis au courant d'aucun programme de financement provincial précis.

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite X
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Il n'y en a aucun.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite X
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Vraiment pas assez d'argent affecté à l'échelle nationale (PCPC) – processus restrictif – administration difficile.

Affecter une somme raisonnable (5 millions de dollars pour le pays, c'est moins que rien). Augmenter le pourcentage de la contribution du gouvernement fédéral (75 %+) – changer la philosophie pour mettre sur pied des programmes souples et adaptés, ne pas les rattacher à des éléments précis (c.-à-d. pas seulement des communications ou des véhicules d'intervention, mais inclure une analyse et des études, les salaires, tout ce qui améliore le niveau de gestion des situations d'urgence pour qu'ils correspondent au niveau obtenu après les incidents du 11 septembre, après Katrina) – harmoniser l'administration avec le processus budgétaire municipal.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

En général, elle présente une demande pour trois ou quatre projets par année, son taux de succès est d'environ 75 % au fil du temps.

Hamilton
[traduction]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

C'est à peine utile pour justifier d'en faire la demande. Cela n'aide pas à mettre sur pied un programme, mais nous recevons une petite somme d'argent pour acheter des articles très nécessaires qui seraient achetés de toute façon.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous disposons de divers mécanismes, notamment des encarts dans les journaux, la formation à l'intention des bénévoles pour la sécurité et les opérations de secours en Ontario (SOS), des conférences spéciales ainsi qu'un site Web.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

Si une pression extrême était exercée sur nous, nous pourrions utiliser notre système de téléphone IP et communiquer avec le centre pour en inverser le mode et passer aux communications sortantes. Cependant, quelle que soit la solution technologique standard que nous ayons examinée, le coût de mise en œuvre et d'entretien serait élevé et la qualité de la base de données des numéros de téléphone serait faible. Nous préférons donc recourir aux médias, aux mécanismes municipaux (site Web, centre d'appels, employés), à la distribution d'avis porte à porte ainsi qu'au personnel et aux véhicules d'intervention.

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Nous avons conclu des ententes avec les médias locaux pour diffuser des messages

d'urgence.

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Notre réseau radio maillé (police, protection incendie et travaux publics) est programmable pour l'interopérabilité. Les unités sont utilisées de façon opérationnelle et une formation minimale est nécessaire. Je ne sais pas s'ils se fondent sur une norme précise.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Nous pouvons en « gérer » un, mais, techniquement, nous ne pouvons pas répondre à un.

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

Encore une fois, cela dépend de l'ampleur et de l'échelle de l'attaque; cependant, nous comptons sur un service de la STI qui est gros et solide et qui donnerait de bons résultats dans les circonstances.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui X Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non X

Une formation seulement fondamentale, qui n'avait pas de profondeur et qui n'était pas détaillée. Elle ne couvre pas les pratiques exemplaires actuelles, les méthodes liées aux situations d'urgence.

Hamilton
[traduction]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non

Nous en sommes encore au tout début de la liaison avec notre OLPUC

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses X
- Veuillez expliquer votre choix

Les ressources pour le matériel, la formation et l'entretien exigent beaucoup d'argent. Il est à l'avantage de tous que la capacité soit en place et, par conséquent, il incombe à tous de contribuer au financement.

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

C'est en cours. De nombreux plans existent et visent de nombreux éléments des IE, mais il n'existe pas de plan « obligatoire ».

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement

fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

Pas que je sache.

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

Seulement de façon ponctuelle (palais de justice).

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Le principal mécanisme est par l'entremise de notre Comité consultatif sur la protection civile (CCPC) qui regroupe la plupart de nos principaux partenaires communautaires, notamment le port, l'aéroport, les hôpitaux, l'industrie (CAER), le milieu des affaires, l'éducation, etc. Ce groupe s'échange de l'information, l'intègre et fait du travail en sous-comité pour les projets spéciaux.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias **X**
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence **X**
    - Fournitures stockées **X** (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres **X**
            - Précisez specify
                - Des fournitures renouvelables HAZMAT (mousse, etc.)
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non **X**

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme **X**
    - J'ai accès à une cache **X**
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Joliette
Québec

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

Robert Pépin Directeur du service des incendies de Joliette

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale.....
  - Urbaine 17km carrés **X**
  - Rurale et urbaine.....

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante oui..... **X**
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport.....
- Toutes ces réponses.....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui **X** Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À tous les 5 ans ou lors de l'arrivée de nouveaux risques

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....
- Service des incendies.....
- Ambulanciers.....
- Santé publique.....
- Organisation locale de gestion des urgences.....
- Administration municipale.....
- Tous les services susmentionnés..... X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui Non X)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

Nous sommes à l'étape de préparation en ce qui concerne les mesures anti-terrorisme

Joliette

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée..... X
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé..... X
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance.....
- J'ai confiance..... X
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Oui ce centre est situé dans le poste de police et d'incendie et bénéficie de bonne communication ainsi que d'outil nécessaire au mesure d'urgence(carte informatique tableau et autre)

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Gérant de site

- Dans la négative, pourquoi?

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

La taille de notre municipalité ne nécessite pas d'entente ces ententes peuvent se faire rapidement lors de sinistre

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures X
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique.....
  - Ambulanciers.....
  - Service des incendies.....
  - Service de police.....
  - Organisation de mesures d'urgence locale..... X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale.....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui X Non
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Joliette

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation.....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention.....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE.....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU.....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous).....

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite X
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui Non X

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

Jamais

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

Aucun pour le moment

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Par le biais de la radio locale

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence?
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui X Non

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

Joliette

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui X Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Radio communication des services de police d'incendie et de voirie vérifier fréquemment.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Ne sais pas

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui X Non

Oui mais seulement lors d'incident de peu d'importance

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non

Ne sais pas

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui X Non X

Oui pour les plus anciens employés non pour les nouveaux.Formation prévue pour les nouveaux.

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

Nous avons été approché par un représentant des forces canadiennes

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui X Non

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

Joliette

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui Non X

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui Non X

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui Non

- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui x (voir 1b)
  - À la radio locale x
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez x

Entente avec radio locale

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire x

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui x
  - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
  - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
  - Fournitures stockées (voir 2b)
    - Équipement d'urgence spécial

        - Précisez
    - Fournitures médicales
    - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
    - Aliments et eau
    - Autres
        - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non x

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme x
    - J'ai accès à une cache x
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
- Non à tout ce qui précède

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Kamloops
Colombie-Britannique

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

M. Ron McColl, Gestionnaire des programmes internes et des projets, Ville de Kamloops
Un des mes rôles est la coordination des urgences pour la ville.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est : 273 personnes par km ca. Population : 81 300. Superficie : 297 km ca.
  - Rurale .....
  - Urbaine X
  - Rurale et urbaine X

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....X
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport ..X
- Toutes ces réponses .....

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui X Non

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

  La province a déclaré l'état d'urgence à la suite des incendies de 2003 en Colombie-Britannique , et une partie de la ville de Kamloops était visée par cet état d'urgence.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non X

Kamloops
[traduction]

- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? X
  - Un processus fédéral normalisé?

La ville de Kamloops a effectué une analyse de risques et de vulnérabilité en 2006.

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

À tous les ans.

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....X
- Service des incendies.....X
- Ambulanciers.....X
- Santé publique X
- Organisation locale de gestion des urgences X
- Administration municipale X
- Tous les services susmentionnés X
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui X Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non X)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  Nous avons trouvé l'industrie très coopérative du début à la fin du processus.
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  Le processus de consultation de l'industrie et la série de questions que nous avons examinées ensemble nous a permis comprendre ce que l'autre partie considère comme des risques au sein de la collectivité. Dans bien des cas, les questions ont fait ressortir des situations qui n'avaient jamais été perçues comme des risques auparavant ou ont permis de démythifier d'autres situations.

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui Non X Cela ne fait pas partie de nos cinq plus grands risques. Les risques ont été réduits dans certains cas par suite de mesures d'atténuation.
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

La GRC a ses propres plans de lutte au terrorisme, mais comme le terrorisme ne fait pas partie de nos plus grands risques, nous n'élaborons pas de plan de préparation aux situations d'urgence en fonction du terrorisme à moins qu'il ressorte comme une question importante dans notre analyse des risques.

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....X
- Quelque peu préparée....
- Pas préparée.....
- Ne sais pas.....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....X
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....
- Ne sais pas.....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance X
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui X Non Nous sommes en train de préparer de nouveaux locaux pour notre centre de commandement en cas d'urgence.
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

  La première organisation à intervenir installerait le système de commandement des interventions sur place.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

Tout dépendrait vraiment de la nature de la catastrophe d'où l'impossibilité de répondre à la question avec certitude.

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui X Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers X
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....X
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale X

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité X
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non X
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs d'urgence sont-ils évalués?

Le financement des préparatifs d'urgence de base est assuré par l'administration municipale selon les normes légiférées par l'administration provinciale. En règle générale, le gouvernement fédéral se charge de la formation, l'élaboration d'un plan d'urgence, l'achat d'une partie de l'équipement, l'analyse de risques est de vulnérabilité et la documentation pour le public sur les préparatifs d'urgence.

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui X Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation .....
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention .....
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite X
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

Le financement par l'UBCM semble bien fonctionner dans notre cas, car le processus d'approbation des demandes de fonds est adapté aux besoins des municipalités.

Kamloops
[traduction]

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui X Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite X
  - Pas satisfaite
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

Les demandes doivent être remises en octobre et nous n'en entendons plus parler avant le mois d'avril de l'année suivante.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

La municipalité a reçu de l'aide du PCPC au cours des deux dernières années.

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

La question du système d'avertissement en cas de déversement de matière dangereuse doit être étudiée à l'échelle nationale, car l'administration locale peut difficilement intervenir dans le domaine du transport de marchandises dangereuses par camion et par rail.

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

Nous diffusion des messages sur les préparatifs durant la Semaine de la protection civile et nous organisons des ateliers individuels et de quartier dans le cadre de notre programme de préparatifs en cas d'urgence.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non X
- Dans la négative, pourquoi?

- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Médias du secteur privé
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui X Non
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui X Non
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui X Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Annuellement.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non

Nous avons une équipe d'intervention spécialisée et nous pouvons répondre à de divers types d'urgences mais leur importance et leur nature pourraient faire en sorte qu'elles échappent rapidement à notre contrôle. Nous n'avons aucun système d'avertissement en place.

Kamloops
[traduction]

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui X Non

Malgré une certaine vulnérabilité, nous avons certains mesures de protection en place et envisageons nous doter de systèmes de secours manuels.

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui Non X
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui X Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui Non X
  - Dans la négative, pourquoi?

Le contact direct avec Commandement Canada serait organisé par l'intermédiaire de la province. La municipalité peut en faire la demande, mais la responsabilité de faire appels aux Forces armées revient à la province.

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui X Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non X

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non X

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui X Non

Kamloops
[traduction]

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui X Non

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui Non X
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui X Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui X Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias X
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui X
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales X
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits) X
        - Aliments et eau
        - Autres X
            - Précisez sacs de sable et personnel pour les remplir
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non X

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède X

Kingston
[traduction]

Questionnaire sur la gestion des urgences – 2007

Kingston
Ontario

Ce questionnaire comporte huit sections. Les questions sont soulignées. Veuillez répondre à chaque question. Dans les cas où on vous présente une liste d'options, veuillez remplacer le « » par un « X ». N'hésitez pas à ajouter des commentaires sous chacune des questions.

1) Votre municipalité et vous

1a. Veuillez vous présenter – nom, titre et expérience en gestion des urgences.

John Cross, Services d'urgence, Protection incendie et sauvetage, Bureau de la gestion des situations d'urgence, six années d'expérience en gestion des situations d'urgence.

1b. Quelle est la densité démographique de votre municipalité (en kilomètres carrés)?

- Votre municipalité est :
  - Rurale .....
  - Urbaine .....
  - Rurale et urbaine x

1c. L'une des installations suivantes se trouve-t-elle à proximité ou au sein de votre municipalité?

- Installation industrielle importante.....
- Poste frontière.....
- Port / aéroport ou plaque tournante du transport..
- Toutes ces réponses x

1d. Votre municipalité possède-t-elle une organisation de gestion des urgences?

- Oui x Non La ville de Kingston a un Bureau de la gestion des situations d'urgence.

1e. Votre municipalité a-t-elle déjà déclaré un état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quelles conditions votre municipalité a-t-elle déclaré cet état d'urgence? Par exemple, une inondation, un incendie, une tornade, une tempête de neige ou de verglas, ou une autre catastrophe naturelle ou causée par l'homme?

Tempête de verglas, janvier 1998, la grande panne, août 2003.

1f. Votre province a-t-elle déjà déclaré l'état d'urgence après que votre municipalité eut déclaré un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, combien de fois cela s'est-il produit?

2) Évaluation des risques

2a. Votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques afin de déterminer la probabilité que ses citoyens soient touchés par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme, ou un état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, cette évaluation est-elle fondée sur :
  - Un processus provincial normalisé? x
  - Un processus fédéral normalisé?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2b. À quelle fréquence votre municipalité procède-t-elle à une évaluation des risques?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2c. Quels ministères, agences ou organismes participent à l'évaluation des risques de votre municipalité?

- Service de police.....x
- Service des incendies.....x
- Ambulanciers.....
- Santé publique x
- Organisation locale de gestion des urgences x Gestion des situations d'urgence Ontario
- Administration municipale x
- Tous les services susmentionnés .....
- Le gouvernement provincial est-il consulté? (Oui x Non)
- Le gouvernement fédéral est-il consulté? (Oui Non)

2d. Votre municipalité demande-t-elle aux industries de participer à l'évaluation des risques?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, dans quelle mesure les industries sont-elles disposées à partager des renseignements liés aux risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]
- Dans quelle mesure ces renseignements (ou manque de renseignements) ont-ils eu un effet sur votre évaluation des risques?

  [Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

2e. Votre municipalité est-elle préoccupée par la possibilité d'une catastrophe ou d'un état d'urgence causé par un acte de terrorisme?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité dispose-t-elle d'un plan d'intervention antiterroriste?
  - Oui Non En cours
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, quels organismes y prennent part?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Kingston
[traduction]

3) Capacité d'intervention

3a. Dans quelle mesure votre municipalité est-elle préparée à intervenir en cas d'urgence majeure ou de catastrophe?

- Bien préparée.....
- Quelque peu préparée x
- Pas préparée.....
- Ne sais pas .....

La ville de Kingston continue de développer la capacité d'intervenir en cas d'urgence majeure. Même si nos progrès sont constants, une catastrophe majeure peut dépasser la capacité locale d'intervention.

3b. Dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement est préparé à réagir à une catastrophe semblable à celle causée par l'ouragan Katrina?

- Bien préparé.....
- Quelque peu préparé.....
- Pas préparé.....x
- Ne sais pas .....

3c. Quelle confiance avez-vous dans l'appui du gouvernement provincial si votre municipalité déclare l'état d'urgence à l'échelle locale à la suite d'une catastrophe?

- J'ai une grande confiance ....
- J'ai confiance.....
- Je n'ai pas confiance.....x Si la catastrophe frappe plusieurs collectivités en même temps
- Je ne sais pas.....

3d. Votre municipalité possède-t-elle un centre de commandement en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Dans la négative, votre municipalité a-t-elle prévu d'utiliser un bâtiment, un bureau, etc. particulier comme centre de commandement en cas d'urgence?
  - Oui Non
  - Dans l'affirmative, veuillez le décrire
  - Dans la négative, pourquoi?

Un centre de commandement en cas d'urgence qui lui appartient et qui se trouve dans l'édifice central des Services de protection incendie et de sauvetage.

3e. Votre municipalité dispose-t-elle d'une structure de commandement en cas d'incident/structure de gestion des incidents (SCI/SGI) qui servirait en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui Non x
- Dans l'affirmative, de quoi s'agit-il : SCI/SGI, gestion de site, autre

Nous attendons l'approbation finale du gabarit/processus provincial de SGI. Une fois que Gestion des situations d'urgence Ontario aura remis aux municipalités son

document officiel final, nous amorcerons la transition vers la SGI.

- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3f. Votre municipalité a-t-elle conclu des ententes de collaboration avec des municipalités environnantes en cas de catastrophe ou d'état d'urgence à l'échelle locale?

- Oui x Non Fonds mutuel d'assurance-incendie
- Dans la négative, pourquoi?
- Pensez-vous que de telles ententes sont nécessaires?
  - Oui x Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3g. Si une catastrophe venait à se produire, combien de temps votre municipalité pourrait-elle subvenir à ses propres besoins avant d'avoir besoin d'une aide extérieure?

- 24 heures x
- 48 heures
- 72 heures
- 96 heures

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

3h. Votre municipalité a-t-elle déterminé et entreposé les fournitures dont elle aurait besoin en cas d'urgence?

- Oui x Non
- Quels organismes ont participé au processus décisionnel?
  - Santé publique .....
  - Ambulanciers .....
  - Service des incendies .....
  - Service de police .....
  - Organisation de mesures d'urgence locale.....
  - Organisation de mesures d'urgence provinciale ....

4) Financement

4a. Quelle est la principale source de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences?

- La municipalité x
- Le gouvernement provincial
- Le gouvernement fédéral

4b. Les besoins de financement de votre municipalité en matière de gestion des urgences sont-ils fondés sur une évaluation des besoins/risques?

- Oui Non x
- Dans la négative, de quelle façon les besoins de financement en matière de préparatifs

d'urgence sont-ils évalués?

Processus budgétaire municipal

4c. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par votre gouvernement provincial?

- Oui x Non

4d. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement provincial?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, dans quel but?
  - Formation x
  - Créer une organisation de mesures d'urgence.....
  - Acheter du matériel d'intervention x
  - Constituer une capacité d'intervention CBRNE .....
  - Constituer une capacité d'intervention SARMU .....
  - Constituer une capacité d'intervention en cas de cyberattaque.....
  - Autre (veuillez préciser ci-dessous) .....

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4e. Quel est le degré de satisfaction de votre municipalité au sujet des mécanismes de financement du gouvernement provincial en matière de gestion des urgences?

- Satisfaite
- Quelque peu satisfaite
- Pas satisfaite x
- Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », pouvez-vous expliquer pourquoi?

La Province de l'Ontario (par l'entremise de GSUO) n'offre AUCUN financement en gestion des situations d'urgence aux municipalités de l'Ontario.

4f. Votre municipalité connaît-elle les mécanismes de financement en matière de gestion des urgences offerts par le gouvernement fédéral?

- Oui x Non

4g. Votre municipalité a-t-elle fait une demande de financement en matière de gestion des urgences auprès du gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Programme conjoint de protection civile (PCPC)?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, quel est le degré de satisfaction de votre municipalité relativement au PCPC?
  - Satisfaite
  - Quelque peu satisfaite
  - Pas satisfaite x
  - Si votre municipalité est « Quelque peu satisfaite » ou « Pas satisfaite », qu'est-ce qui, selon vous, ne va pas avec ce programme et quels changements permettraient

de mieux répondre aux besoins de votre municipalité?

- Les limites du financement et les ratios de partage des coûts ne sont pas réalistes

- Processus de demande et d'approbation très bureaucratique et lourd.

- Aucune législation abstraction faite des normes et règlements sur les services essentiels de la Province de l'Ontario. La province et le fédéral doivent légiférer pour obliger les collectivités à acquérir une capacité d'intervention pour répondre aux risques et dangers locaux, et fournir un soutien financier.

4h. Combien de fois votre municipalité a-t-elle fait une demande dans le cadre du PCPC? Combien de fois votre municipalité a-t-elle obtenu un financement par l'intermédiaire du PCPC?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

4i. Quels sont les principaux soucis/défis de votre municipalité en matière de financement concernant la gestion des urgences?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

5) Sensibilisation du public

5a. Votre gouvernement local dispose-t-il d'un programme pour sensibiliser les citoyens au sujet des mesures à prendre en cas de catastrophe?

- Oui x Non En cours
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, pouvez-vous décrire ce programme?

  Le programme a été conçu de façon à répondre uniquement aux exigences essentielles.

5b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un système de diffusion de messages d'alerte?

- Oui Non x
- Dans la négative, pourquoi? Manque de fonds
- Dans la négative, comment votre municipalité informe-t-elle les citoyens de l'imminence d'une catastrophe ou d'une urgence? Porte à porte, médias locaux, etc. La province et le gouvernement fédéral doivent mettre sur pied et financer un système pour toute la province (diffusion de messages d'alerte au public)
- Dans la négative, quels changements apporteriez-vous à ce système ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)
- Dans l'affirmative, comment fonctionne-t-il?
- Dans l'affirmative, en êtes-vous satisfait?
  - Oui Non x

  Fonctionne bien uniquement dans de petits incidents localisés.

Kingston
[traduction]

5c. Votre municipalité peut-elle interrompre la diffusion des émissions des chaînes de télévision et de radio locales et nationales afin de donner des directives ou de faire le point sur la situation d'urgence?

- Oui Non x
- Ce système vous satisfait-il?
  - Oui Non x
- Dans la négative, quels changements y apporteriez-vous, ou que feriez-vous différemment? (Par exemple, utilisation d'une approche totalement différente)

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6) Premiers intervenants

6a. Les premiers intervenants de votre municipalité disposent-ils de systèmes de communication interopérables?

- Oui x Non Service de police, Service des incendies, Utilities Kingston, et le Service des opérations de la Ville peuvent avoir accès lors d'une situation d'urgence
- Dans la négative, pourquoi?
- Dans l'affirmative, ces systèmes de communication correspondent-ils aux normes provinciales ou fédérales?
  - Oui x Non
- À quelle fréquence ces systèmes sont-ils vérifiés et quel est le degré de formation des premiers intervenants dans l'utilisation de ces systèmes?

Dans la cadre des exercices en cas d'urgence.

6b. Vos systèmes de communication sont-ils interopérables avec ceux des ministères et agences de votre province, des autres ordres de gouvernement et des autorités américaines, le cas échéant?

Non

6c. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer un incident de nature chimique, biologique, radiologique, nucléaire ou explosive (CBRNE)?

- Oui Non x

Aucune équipe Hazmat locale ou municipale

6d. Votre municipalité est-elle en mesure de gérer une cyberattaque?

- Oui Non x

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

6e. Le personnel de gestion des urgences de votre municipalité a-t-il reçu une formation au Collège canadien de gestion des urgences?

- Oui x Non
- La formation reçue est-elle suffisante?
- Oui Non x

7) Rôle des Forces canadiennes

7a. Votre municipalité s'attend-elle à ce que les Forces canadiennes lui viennent en aide en cas d'urgence ou de catastrophe?

- Oui x Non

7b. Les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils l'existence du Commandement Canada des Forces canadiennes?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité a-t-elle communiqué avec le Commandement Canada au sujet des préparatifs en cas d'urgence?
  - Oui x Non
  - Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

7c. Y a-t-il une unité de la Réserve des Forces canadiennes dans votre municipalité?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, les dirigeants de votre municipalité ou l'organisation de gestion des urgences de votre municipalité ou les personnes chargées de la préparation en cas d'urgence connaissent-ils les services que la Réserve peut offrir en cas d'urgence ou de catastrophe?
  - Oui x Non
  - Dans la négative, pourquoi?
  - Dans l'affirmative, la Réserve des Forces canadiennes fait-elle partie du processus de planification des mesures d'urgence de votre municipalité?
    - Oui Non x

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8) Recherche et sauvetage en milieu urbain (SARMU)

8a. Votre municipalité dispose-t-elle de ressources de SARMU?

- Oui Non x

8b. Quel est le niveau de déploiement de vos ressources SARMU?

- Niveau 1
- Niveau 2
- Niveau 3
- Niveau 4
- Niveau 5

8c. Combien vous coûte le maintien de votre programme de SARMU?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

Kingston
[traduction]

8d. Votre équipe de SARMU a-t-elle conclu des ententes de soutien à l'échelle régionale en cas de catastrophe ou d'urgence?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8e. Votre programme de SARMU a-t-il comme objectif d'atteindre la capacité de déploiement de niveau 5?

- Oui Non
- Dans la négative, pourquoi ?
- Dans l'affirmative, dans combien de temps devriez-vous atteindre ce niveau?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

8f. Qui devrait assurer le financement du programme de SARMU? (Vous pouvez cocher plus d'une réponse)

- Municipalité
- Gouvernement provincial
- Gouvernement fédéral
- Les trois premières réponses x
- Veuillez expliquer votre choix

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9) Protection des infrastructures essentielles

9a. Votre municipalité a-t-elle déterminé qu'il y a des infrastructures essentielles sur son territoire?

- Oui x Non

9b. Votre municipalité dispose-t-elle d'un plan de protection de ces infrastructures essentielles?

- Oui x et Non x

9c. Le gouvernement fédéral a-t-il déterminé que des infrastructures fédérales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?
  - Oui x Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement fédéral fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures fédérales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9d. Le gouvernement provincial a-t-il déterminé que des infrastructures provinciales essentielles se trouvent dans votre municipalité?

- Oui x Non
- Dans l'affirmative, votre municipalité est-elle responsable de la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?
  - Oui x Non
- Dans l'affirmative, quel type d'aide, de nature financière ou autre, le gouvernement provincial fournit-il à votre municipalité pour assurer la protection de ces infrastructures provinciales essentielles?

[Cliquez ici pour insérer votre réponse/vos commentaires]

9e. De quelle façon votre municipalité collabore-t-elle avec le secteur privé pour assurer la protection d'infrastructures essentielles? Veuillez fournir des exemples concrets (Par exemple, partenariats public-privé, groupes de travail, etc.)

- Sur une base individuelle, d'un organisme à l'autre.

- Les organismes du secteur privé sont invités aux exercices de situation d'urgence de la municipalité, selon les objectifs de l'exercice.

Questions de suivi

1a.
Votre collectivité est-elle **unilatéralement** capable d'interrompre une émission télédiffusée ou radiodiffusée pour transmettre des bulletins ou des instructions liés à un état d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui (voir 1b)
  - À la radio locale
  - À la télévision locale
  - À la radio nationale
  - À la télévision nationale

- Non, pas unilatéralement, il faut la coopération des médias
- Non, cela n'est pas nécessaire pour ma collectivité

1b.
Si oui, indiquez par quelle voie officielle votre collectivité a obtenu le pouvoir d'interrompre unilatéralement des émissions radiophoniques et télévisuelles :

- Par législation provinciale
- Par législation locale
- Autre : expliquez

- Aucun pouvoir officiel n'est nécessaire

Kingston
[traduction]

2a.
Votre collectivité a-t-elle établi et/ou stocké des fournitures qui pourraient servir en cas d'urgence?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui
    - Les fournitures d'urgence provinciales ont été établies et des accords ont été conclus sur la façon et le moment de les utiliser en cas d'urgence
    - Des fournisseurs du secteur privé locaux ont été trouvés et des ententes ont été conclues sur le rôle qu'ils joueraient en cas d'urgence
    - Fournitures stockées (voir 2b)
        - Équipement d'urgence spécial
            - Précisez
        - Fournitures médicales
        - Fournitures pour abris (lits de camp et lits)
        - Aliments et eau
        - Autres
            - Précisez
- Rien de ce qui est mentionné ci-desssus

2b.
Est-ce que les fournitures stockées sont les caches fédérales du système de la Réserve nationale de secours?

- Oui (voir 2c)
- Non

2c.
Santé Canada a informé le Comité qu'il y a environ 1 600 caches dans la Réserve nationale de secours qui sont situées de manière stratégique au Canada.
Connaissez-vous ce programme et avez-vous accès à une cache?
(Cochez toutes les cases pertinentes)

- Oui, je connais le programme
    - J'ai accès à une cache
    - J'ai accès à une cache et peux en confirmer l'utilité
    - On m'a consulté sur les fournitures à stocker dans ces caches
    - Non à tout ce qui précède